

Unil

UNIL | Université de Lausanne

FACULTÉ DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

PRINTEMPS 2024

LE COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE ET L'ÉGYPTE

De Fouad I^{er} à la présidence de Anouar el-Sadate (1910 – 1981)



Mémoire de Maîtrise en science politique

Orientation Histoire internationale

PRÉSENTÉ PAR : MEHDI MANAI

SOUS LA DIRECTION DE : M^r PATRICK CLASTRES

EXPERTISÉ PAR : M^{me} LUCIE HÉMEURY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1.1 Choix du sujet.....	1
A. L'étude du sport dans le tiers-monde et la liaison entre sport et politique	1
B. Un intérêt pour l'Égypte et le monde arabe.....	2
1.2 Problématique.....	3
CHAPITRE I – BILAN HISTORIOGRAPHIQUE	4
1. HISTOIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LEUR IMPLICATION DANS LE SPORT	4
1.1 Colin Miège et Jean-Christophe Lapouble : Sport et Organisations Internationales ...	4
2. HISTOIRE DU CIO ET SES RELATIONS AVEC LES CNO.....	7
2.1 Jean-Loup Chapelet : Le Système olympique.....	7
3. HISTOIRE DU SPORT EN ÉGYPTE ET DANS LE MONDE ARABO-MUSULMAN	10
3.1 Mahfoud Amara : The Olympic Movement and the Middle East and North Africa Region 10	
3.2 Youcef Fatès : Sport et Tiers-Monde.....	15
CHAPITRE II – SOURCES ET MÉTHODOLOGIE.....	18
1. FONDS D'ARCHIVES DU CENTRE D'ÉTUDES OLYMPIQUE.....	18
1.1 Les sources archivistiques	18
1.2 Les sources imprimées	18
2. MÉTHODOLOGIE.....	19
CHAPITRE III – LES DÉBUTS DE L'ÉGYPTE AU SEIN DU MOUVEMENT OLYMPIQUE (1910 – 1952)	22
1. CRÉATION ET RECONNAISSANCE DU CNO ÉGYPTIEN (1910 – 1912).....	22
1.1 La situation politique en Égypte au moment de la création du CNO égyptien....	22
1.2 La création du CNO d'Égypte et l'ascension de ses membres égyptiens	24
1.3 Le Grec Angelo Bolanaki.....	26
2. LES PREMIÈRES PARTICIPATIONS AUX JEUX ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE SPORTIVE EN ÉGYPTE (1912 – 1928).....	27
2.1 L'Égypte aux Jeux de Stockholm et aux Jeux d'Anvers	27
2.2 L'Égypte aux Jeux de Paris et aux Jeux d'Amsterdam	29
2.3 La construction puis l'achèvement du stade d'Alexandrie	29
3. DE L'AVORTEMENT DES JEUX AFRICAINS À L'ORGANISATION DES JEUX MÉDITERRANÉENS (1929 – 1951).....	31
3.1 L'annulation de la première édition des Jeux africains	31
3.2 La démission d'Angelo Bolanaki.....	34

3.3 L'organisation de la première édition des Jeux méditerranéens.....	37
CHAPITRE IV – L'OLYMPISME ÉGYPTIEN SOUS LE RÈGNE DU LEADER GAMAL ABDEL NASSER (1953 – 1970).....	39
1. DE LA PREMIÈRE ÉDITION DES JEUX PANARABES À LA CRISE DU CANAL DE SUEZ (1953 – 1956).....	39
1.1 La chute de la monarchie égyptienne et l'arrivée du chef charismatique Nasser	39
1.2 L'organisation de la première édition des Jeux panarabes à Alexandrie.....	40
1.3 Les Jeux de Melbourne et la crise du canal de Suez	42
2. DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE À LA GUERRE DES SIX JOURS (1958-1967).....	45
2.1 L'union de l'Égypte et de la Syrie puis la participation de la RAU aux Jeux de Rome	45
2.2 La sécession de la Syrie et la fin de la RAU	47
2.3 La déroute des armées arabes lors de la guerre des Six jours	48
CHAPITRE V – L'OLYMPISME ÉGYPTIEN DURANT LA PRÉSIDENTENCE DE ANOUAR EL-SADATE (1970 – 1981).....	50
1. DU BOYCOTT DES JEUX DE MUNICH À LA GUERRE D'OCTOBRE (1972 – 1973).....	50
1.1 La disparition du leader Nasser et l'arrivée au pouvoir de Anouar el-Sadate.....	50
1.2 Le retrait de l'Égypte des Jeux de Munich.....	51
1.3 Le déclenchement de la guerre d'Octobre et son impact sur la région	52
2. DU BOYCOTT DES JEUX DE MONTRÉAL AUX ACCORDS DE CAMP DAVID (1976 – 1979).....	53
2.1 Le boycott des Jeux de Montréal par les États africains et arabes	53
2.2 La signature des accords de Camp David et la transformation du Moyen-Orient.....	55
3. DU BOYCOTT DES JEUX DE MOSCOU À L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT ANOUAR EL-SADATE (1980 – 1981).....	56
3.1 Le boycott des Jeux de Moscou par l'Égypte et les États musulmans.....	56
3.2 Épilogue : l'assassinat du président Anouar el-Sadate par la confrérie des Frères musulmans.....	58
CONCLUSION.....	59
BIBLIOGRAPHIE	61
CHRONOLOGIE.....	64
ANNEXES	65

LISTE DES FIGURES

Figure 1:Structure du Mouvement olympique	8
Figure 2:La dynastie de Méhémet Ali	23

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AMA	Agence mondiale antidopage
CEO	Centre d'Études olympique
CIGEPS	Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport
CIO	Comité international olympique
CIJM	Comité international des Jeux méditerranéens
CNO	Comité national olympique
CNOT	Comité national olympique tunisien
COJO	Comité d'organisation des Jeux olympiques
CSSA	Conseil supérieur du sport en Afrique
FI	Fédérations sportives internationales
FIDEPS	Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport
FIFA	Fédération internationale de football association
GANFO	<i>Games of the new emerging forces</i>
OLP	Organisation de libération de la Palestine
ONU	Organisation des Nations unies
OUA	Organisation de l'unité africaine
RAU	République arabe unie
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
USOC	<i>United States Olympic Committee</i>
UGTT	Union générale tunisienne du travail

INTRODUCTION

1.1 Choix du sujet

Notre sujet de mémoire porte sur les relations entre le CIO (Comité international olympique) et l'Égypte. Nous nous intéressons à une période qui s'étale sur 70 ans. Celle-ci débute avec la création du CNO (Comité national olympique) égyptien en juin 1910 et se termine avec l'assassinat du président Anouar el-Sadate en octobre 1981. Ce travail de mémoire a pour objectif de démontrer comment le sport a permis à l'Égypte d'afficher sa pleine puissance et de s'affirmer comme un État pleinement souverain. Dès lors, le choix de notre sujet a été motivé par deux raisons principales.

A. L'étude du sport dans le tiers-monde et la liaison entre sport et politique

L'effondrement de l'Union soviétique au début des années 1990 a chamboulé l'ordre politique et économique du globe. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, deux blocs diamétralement opposés ont vu le jour. D'un côté, il y avait l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) qui regroupait sous la bannière du communisme de nombreux États du bloc de l'Est. De l'autre, il y avait le bloc de l'Ouest qui rassemblait les pays occidentaux et qui était guidé par les États-Unis d'Amérique. Dans ce monde bipolaire, de nombreux États ne souhaitaient pas intégrer les deux blocs et se tenaient à égale distance des deux superpuissances. Ces pays étaient des pays non-alignés et formaient le tiers-monde. Si la Guerre froide a renforcé l'intérêt porté au tiers-monde, la chute du communisme a relégué la question du tiers-mondisme au second plan. Durant la majeure partie du XXème siècle, le tiers-monde a été l'objet de nombreuses études. Les chercheurs s'intéressaient aux enjeux politiques, économiques et culturels liés aux pays du tiers-monde. Toutefois, le tiers-monde souffre depuis la fin du communisme d'un véritable désintérêt.

La dimension planétaire du sport a remis sur le devant de la scène les pays en voie de développement. Aujourd'hui, le sport est devenu omniprésent et touche tous les pays du monde. Parallèlement, l'avancement technologique et la retransmission sportive ont accéléré la diffusion globale du sport mais aussi son processus de banalisation. Dès lors, la médiatisation et la retransmission d'événements sportifs d'envergure comme les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de la FIFA (Fédération internationale de football association) ont permis au sport de s'intégrer facilement dans le quotidien de milliards de personnes, à travers le globe. Ainsi, l'organisation de la Coupe du monde de la FIFA en Afrique du Sud et au Qatar

(respectivement en 2010 et en 2022) a démontré la capacité des pays du Sud à préparer des événements sportifs de haut calibre mais aussi leur usage du sport spectacle à des fins politiques. Pour les pays en voie de développement, le sport est devenu une véritable arène où ils peuvent se mesurer aux pays développés. Ainsi, les succès sportifs permettent aux pays du Sud d'arracher une victoire illusoire et compenser ainsi leur faible place dans la scène internationale.

B. Un intérêt pour l'Égypte et le monde arabe

En 2011, dans le sillage du Printemps arabe, un mouvement protestataire a éclaté en Égypte. Des millions d'Égyptiens et d'Égyptiennes ont défoulé dans la rue et ont joué un rôle clé dans le déboulonnement du régime autoritaire du président Hosni Moubarak, en place depuis 1981. Les événements du Printemps arabe ont ainsi attiré une forte attention médiatique internationale sur le monde arabe. Ce séisme politique a favorisé l'initiation d'un processus de démocratisation en Égypte et facilité la tenue des premières élections libres dans l'histoire moderne du pays. Même si le rétablissement rapide d'une dictature militaire a éclipsé le rêve de l'établissement d'un système démocratique aux bases solides, le Printemps arabe a démontré le poids politique, économique et culturel de l'Égypte tant sur la scène arabe que sur la scène internationale.

Toutefois, le poids stratégique de l'Égypte remonte à une période bien antérieure aux événements du Printemps arabe. En effet, la deuxième moitié du XXème siècle a été une période riche en rebondissements et qui a eu des incidences très importantes sur l'histoire contemporaine du monde arabe et particulièrement sur celle de l'Égypte. Ainsi, le conflit actuel qui oppose Israël au mouvement palestinien Hamas vient s'ajouter aux nombreux problèmes auxquels est confronté aujourd'hui le monde arabe. L'autoritarisme, les guerres civiles, le terrorisme, les difficultés économiques ou encore le changement climatique mettent en péril les acquis obtenus par ces pays au lendemain de l'indépendance. Pour sortir de cette impasse, les États arabes peuvent fixer les bonnes priorités et prendre à bras-le-corps les dossiers les plus urgents.

Depuis la fin de l'occupation britannique au début des années 1950, le rôle de l'Égypte au sein du monde arabe a acquis une importance considérable. La chute d'une monarchie accusée de complaisance avec l'occupation britannique et l'arrivée du leader charismatique Nasser a permis à l'Égypte de jouer les premiers rôles sur les scènes régionale et internationale. Nasser s'est réellement imposé comme un leader incontestable de l'Égypte mais aussi du tiers-monde. En 1956, la nationalisation du canal de Suez par Nasser a permis à l'Égypte de restituer une pleine souveraineté territoriale et politique. Néanmoins, celle-ci a provoqué une riposte

militaire menée par la Grande-Bretagne, la France et Israël. Assurément, Nasser plaça le conflit israélo-arabe au cœur de sa politique étrangère. L'Égypte a donc joué un rôle clé dans les guerres ayant opposés les pays arabes à l'État hébreu. En 1970, l'arrivée de Anouar el-Sadate à la tête de l'Égypte a vu ce dernier rompre avec les politiques panarabes et antioccidentales de son prédécesseur. À la fin des années 1970, Anouar el-Sadate a signé un traité de paix avec Israël et récupéra les territoires égyptiens perdus lors de la guerre des Six jours. Enfin, ces épisodes historiques seront analysés dans les différents chapitres de ce mémoire et seront liés à l'histoire olympique de l'Égypte.

1.2 Problématique

Initialement, notre question de départ était la suivante : Comment les relations entre le CIO et l'Égypte sont impactées par les grands changements survenus dans la politique étrangère égyptienne à partir du couronnement du roi Farouk en 1937 et jusqu'à l'assassinat de Anouar el-Sadate en octobre 1981 ? Après avoir complété nos lectures et effectué la classification de nos sources archivistiques, nous avons ajusté notre problématique et qui est maintenant la suivante : **Comment un État qui n'est pas pleinement indépendant comme l'Égypte, obtient une reconnaissance olympique dès 1910 et travaille cette reconnaissance olympique pour s'affirmer comme un État souverain grâce au sport ?**

CHAPITRE I – BILAN HISTORIOGRAPHIQUE

Dans ce premier chapitre, nous nous sommes d'abord intéressés à la place qu'occupent les organisations internationales dans le champ du sport. Puis, nous avons exposé l'histoire du CIO en mettant l'accent sur les relations qu'entretient l'institution olympique avec les CNO et d'autres piliers du Mouvement olympique. Pour ce faire, nous avons utilisé une littérature spécifique du CIO et d'autres sources secondaires. De plus, nous avons fait un état de littérature du sport dans le monde arabo-musulman.

Parallèlement, nous nous sommes penchés sur le développement du sport dans d'autres pays arabes comme la Tunisie, la Palestine et le Liban. En effet, ces pays entretiennent des relations privilégiées avec l'Égypte sur les plans politique, économique, culturel et sportif. Puis, nous avons examiné le développement du sport dans des pays musulmans incontournables comme l'Iran. Enfin, ces différents exemples nous ont démontré que l'Égypte était en avance sur ses voisins arabes et musulmans. La création du CNO égyptien en 1910, la participation régulière de l'Égypte aux Jeux olympiques depuis les Jeux de Stockholm de 1912 et son organisation des premières éditions des Jeux régionaux (les Jeux africains, les Jeux méditerranéens et les Jeux panarabes) lui ont permis d'affirmer graduellement sa pleine puissance.

1. HISTOIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LEUR IMPLICATION DANS LE SPORT

1.1 Colin Miège et Jean-Christophe Lapouble : Sport et Organisations Internationales

Colin Miège est un ancien inspecteur de la jeunesse et des sports. Formé à l'École nationale d'administration, il a occupé différents postes académiques et politiques. Détenteur de la légion d'honneur, Miège est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur le sport, notamment sur sa dimension institutionnelle et européenne. De son côté, Jean-Christophe Lapouble est professeur en droit à l'université de Poitiers. Il s'intéresse au droit du sport et notamment à l'intervention publique dans ce domaine. Ses différents travaux l'ont conduit à devenir expert pour le ministère des sports, le conseil de l'Europe ainsi que l'AMA (Agence mondiale antidopage). Enfin, Miège et Lapouble ont publié ce livre en 2004.

A. Les institutions internationales à vocation universelle

Aujourd'hui, les autorités gouvernementales interviennent massivement dans la sphère sportive. En effet, le sport d'élite façonne l'image de chaque pays grâce aux performances

réalisées dans les compétitions sportives internationales fortement médiatisées. Ainsi, les pays en voie de développement perçoivent le sport comme l'un des rares terrains où ils peuvent légitimement concurrencer les pays développés. De plus, l'expansion de l'éducation physique et du sport est désignée comme un facteur de développement et constitue un objet de la coopération Nord-Sud. Parallèlement, le sport fut utilisé par la communauté internationale comme un moyen favorisant la coopération et la diffusion de la paix entre les peuples et les nations. Or, le sport fut aussi utilisé comme un instrument de sanction visant à ostraciser un ou plusieurs pays de la scène internationale.

Nous nous intéressons ici à l'implication des organisations internationales publiques et des organisations non gouvernementales dans les affaires sportives. Assurément, l'ONU (Organisation des Nations unies) est la principale institution universelle à caractère politique. Celle-ci aborde le sport d'une façon superficielle et indirecte. Parallèlement, l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) est une institution spécialisée dans le domaine scientifique et culturel. Cette dernière œuvre au développement international de l'éducation physique et du sport. L'ONU a intervenu dans le domaine du sport par le biais de recommandations ou de résolutions. Ainsi, l'instance onusienne assimile le droit aux loisirs à l'un des droits humains et considère le sport comme un possible vecteur de paix entre les peuples. Pour sa part, l'ONU condamne le racisme, la violence et le dopage qui menacent le sport¹.

La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948 déclare que : « toute personne a droit au repos et aux loisirs [...] »². Ainsi, la question du sport a joué un rôle important dans la lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. À l'occasion des Jeux de Tokyo tenus en 1964, le CIO a prononcé la suspension du CNO sud-africain en raison de sa politique de ségrégation raciale. En 1977, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration internationale contre l'apartheid dans les sports. Celle-ci affirmait la nécessité d'éliminer l'apartheid dans les relations sportives internationales. Les États devaient refuser d'accorder une aide financière aux organismes et équipes sportives et aux sportifs qui participent à des activités sportives dans des pays pratiquant l'apartheid. Ils s'engageaient aussi à s'opposer à l'apartheid dans les sports et à refuser l'entrée de leur territoire à toute personne qui le pratique.

En 1985, une Convention internationale contre l'apartheid dans les sports a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette dernière reprend les principaux points

¹ MIÈGE, Colin et LAPOUBLE, Jean-Christophe, *Sport et Organisations Internationales*, Paris, Economica, 2004, p.5-8.

² *Ibid.*, p.8.

figurant dans la Déclaration internationale de 1977. En outre, la Convention internationale a mis sur pied une commission contre l'apartheid dans les sports. Composée de 16 membres élus pour quatre ans, elle avait pour fonction de recevoir et examiner des plaintes concernant les violations et les dispositions de la Convention internationale. Finalement, la suspension de l'Afrique du Sud a été levée au début des années 1990. En effet, la libération du prisonnier politique Nelson Mandela et l'initiation d'un processus de démocratisation ont permis à l'Afrique du Sud de réintégrer le CIO.

Plus largement, le boycott sportif est l'un des moyens de pression et de sanction que la communauté internationale peut appliquer aux États coupables de violations des droits humains. En 1976, 29 pays africains ont boycotté les Jeux de Montréal pour protester contre la participation de la Nouvelle-Zélande. En effet, ce pays avait envoyé une délégation de *rugbymen* en Afrique du Sud malgré les sanctions en vigueur contre Pretoria. De plus, l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en décembre 1979 a provoqué le boycott des Jeux de Moscou en 1980. Les Soviétiques ont répliqué en boycottant les Jeux de Los Angeles organisés en 1984. Ainsi, les mesures d'exclusion sportives revêtent une forte valeur symbolique à cause de la popularité et la médiatisation des grandes manifestations sportives³.

À partir des années 1980, la coopération entre le CIO et l'ONU a commencé à se renforcer. En 1993, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur le respect de la Trêve olympique. En 1978, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté la Charte internationale de l'éducation physique et du sport. La même année, la Conférence générale a constitué le CIGEPEPS (Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport) et le FIDEPEPS (Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport). Cette charte reflète ainsi le consensus de la communauté internationale quant à l'importance accordée à l'éducation physique et au sport dans le développement de l'être humain.

Le CIGEPEPS a pour objectif l'élaboration et l'évaluation du programme de l'UNESCO dans le domaine de l'activité physique. Parallèlement, le FIDEPEPS contribue à favoriser l'accès de tous à l'éducation physique et aux activités physiques à travers le monde. Soucieux de préserver son indépendance, le CIO a d'abord préféré garder ses distances avec l'UNESCO. Néanmoins, ces deux organisations ont initié un rapprochement avec la signature d'un mémorandum en 1984. Constatant leurs objectifs communs dans le domaine de l'éducation et du sport, le CIO et l'UNESCO ont fini par conclure un accord de coopération à la fin des années

³ *Ibid.*, p.8-12.

1990. Son objectif était de promouvoir l'éducation physique et la culture de la paix à l'échelle mondiale.

B. Les institutions internationales à vocation régionale

Ces institutions se définissent comme des organisations qui ne sont accessibles qu'à un nombre limité d'États réunis par une proximité géographique ou par des intérêts économiques. La plupart de ces organisations comporte une structure spécialisée dans le domaine de l'éducation physique et du sport. Nous nous intéressons ici à une organisation en particulier. En effet, le CSSA (Conseil supérieur du sport en Afrique) est une institution spécialisée et autonome de l'OUA (Organisation de l'unité africaine⁴). Le CSSA était l'instrument de la promotion et du développement du sport en Afrique et visait notamment à renforcer l'unité et la solidarité africaines. Le CSSA fut créé en 1966 à la suite d'une conférence organisée à Bamako. L'organisation des premiers Jeux africains en été 1965 à Brazzaville a révélé la nécessité de créer un organisme supranational censé renforcer et coordonner les structures du sport en Afrique.

Durant les années 1970 et 1980, le CSSA a mené un âpre combat contre le régime ségrégationniste de Pretoria et appela au boycott des Jeux de Montréal en 1976, puis des Jeux du Commonwealth en 1986. Ce boycott sportif était aussi dirigé contre tout pays entretenant des relations sportives avec l'Afrique du Sud. La Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande ont ainsi subi les pressions du CSSA pour avoir entretenu des relations sportives privilégiées avec Pretoria, malgré les sanctions continentales et internationales en vigueur contre l'Afrique du Sud. Enfin, le CSSA a entretenu des relations positives avec l'UNESCO puisque les deux organisations se concertaient sur des questions d'intérêt commun⁵.

2. HISTOIRE DU CIO ET SES RELATIONS AVEC LES CNO

2.1 Jean-Loup Chappelet : Le Système olympique

Jean-Loup Chappelet est professeur à l'Institut des hautes études en administration publique à Lauranne, où il enseigne notamment le *management* des systèmes d'information. Il possède une douzaine d'années d'expérience en tant que conseiller d'entreprise et responsable informatique et organisation au sein du Comité international olympique. En 1991, il a publié cet ouvrage qui explique précisément les rouages du CIO. De surcroît, le Mouvement

⁴ Ancienne appellation de l'actuelle «Union africaine».

⁵ *Ibid.*, p.43-49.

olympique comporte des structures qui sont indispensables au déroulement des Jeux olympiques. Les CNO, les FI (fédérations sportives internationales) et les COJO (Comités d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques) sont des piliers incontournables au fonctionnement du CIO.

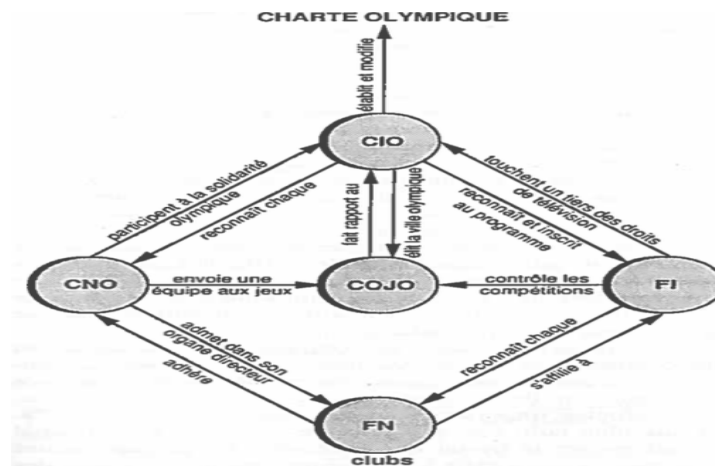


Figure 1: Structure du Mouvement olympique⁶

A. Les Comités nationaux olympiques

Tout d'abord, Les CNO sont considérés comme les succursales du CIO dans chaque pays. Chaque pays est défini comme un territoire géographique pour lequel le CIO reconnaît un CNO. La reconnaissance du CNO par le CIO est donc essentielle. Celle-ci peut être révoquée pour motif grave ou peut être accordée si la partie qui en fait la demande compte au moins cinq fédérations sportives nationales, dont trois représentent des sports pratiqués aux Jeux olympiques. Théoriquement, les CNO sont tous égaux du point de vue du CIO puisque chaque CNO dispose d'un président, d'un secrétaire général et d'un emblème spécifique.

Néanmoins, les CNO varient d'un pays à l'autre et n'ont pas tous le même poids⁷. Dès lors, on distingue trois cas principaux : un organisme strictement privé, un organisme public et un organisme mixte. Les organismes strictement privés sont rares et ne reçoivent aucune subvention de la part du gouvernement. Ils sont gracieusement financés par les cotisations de leurs membres et par le sponsoring sportif. À titre d'exemple, l'USOC (*United States Olympic Committee*) est un organisme purement privé. Sa vocation principale est de sélectionner et préparer les équipes des États-Unis aux Jeux olympiques et aux Jeux panaméricains. En dépit

⁶ CHAPPELET, Jean-Loup, *Le Système olympique*, Presses Universitaires de Grenoble, 1991, p.67.

⁷ *Ibid.*, p.54-57.

de son caractère privé, l'USOC a subi de fortes pressions de la part du président américain Jimmy Carter pour le forcer à boycotter les Jeux de Moscou de 1980. Comme le CNO américain, le CNO canadien est aussi dirigé de la même manière. Grâce au poids économique de ces deux CNO, les États-Unis et le Canada jouent un rôle de plus en plus prépondérant au sein du Mouvement olympique⁸.

En général, les CNO sont des organismes publics ou parapublics. Ils reçoivent des subventions de la part du gouvernement et lui sont étroitement liés. Habituellement, le ministre des sports se retrouve à la tête du CNO. Dans les pays du tiers-monde, les régimes autoritaires peuvent influencer la nomination d'un CNO favorable au pouvoir en place. En principe, le CIO exige la pleine autonomie des CNO. Cette condition demeure utopique puisqu'elle est souvent difficile à vérifier ou à mettre en œuvre. Finalement, certains CNO sont considérés comme des organisations mixtes. Dans ce cas de figure, les CNO combinent leur rôle olympique avec celui de regroupement des fédérations nationales sportives. Enfin, ces CNO sont généreusement financés grâce aux fonds publics et via leurs propres activités de commercialisation⁹.

B. Les fédérations sportives internationales

Parallèlement, les FI ont pour objectif de faire respecter et évoluer les règles de leur sport de façon universelle. Chaque fédération internationale dirige un sport particulier (comme l'escrime, le football, le judo, etc.). À l'opposé des CNO, les FI existent indépendamment du CIO puisque la plupart furent créées au début du XX^e siècle. La taille des FI est en effet très variable car la puissance de toute fédération dépend du succès du sport représenté et des éventuels bénéfices économiques qu'il peut engendrer. Toutefois, l'activité des FI demeure plus permanente que celle des CNO. La plupart des FI disposent de championnats du monde et de rencontres continentales qui leur assurent des revenus conséquents. En fin de compte, les FI ne sont que la réunion de l'ensemble des fédérations nationales pour leur sport. Ainsi, les FI doivent regrouper un minimum de pays pour continuer à figurer aux Jeux et être reconnus¹⁰.

C. Les Comités d'organisation des Jeux olympiques

Le CIO se présente comme un des trois piliers du Mouvement olympique. En effet, les CNO et les FI constituent les deux autres. Néanmoins, les COJO (Comités d'organisation des Jeux olympiques) sont souvent minimisés mais constituent toutefois un quatrième pilier. Si les COJO sont relégués aujourd'hui au second plan, ils ont joué autrefois un rôle important dans la

⁸ *Ibid.*, p.57-58.

⁹ *Ibid.*, p.58.

¹⁰ *Ibid.*, p.59-62.

pérennisation de l'Olympisme. En effet, un COJO est constitué six mois après l'élection de la ville olympique par le CIO et dissous une année après la fin des Jeux. Celui-ci est souvent lié aux autorités municipales, régionales et nationales.

Les COJO organisent les Jeux d'hiver ou d'été dans le strict respect des traditions du CIO. Même si le CIO supervise le travail des COJO, ces derniers jouissent d'une plus grande autonomie à l'approche des Jeux et traitent directement avec les FI et les CNO. Enfin, la présidence d'un COJO fut longtemps la voie privilégiée pour devenir membre du CIO. Aujourd'hui, ces postes sont sensibles et trop politiques pour permettre à leurs détenteurs de se faire coopter. Toutefois, les membres du comité directeur d'un COJO parviennent souvent à gravir aisément les échelons politiques dans leurs pays respectifs¹¹.

3. HISTOIRE DU SPORT EN ÉGYPTES ET DANS LE MONDE ARABO-MUSULMAN

3.1 Mahfoud Amara : The Olympic Movement and the Middle East and North Africa Region

Mahfoud Amara occupe présentement le poste de professeur associé en gestion du sport et en sciences sociales à l'Université du Qatar. Il a précédemment occupé le poste de directeur du programme des sciences du sport au Collège des arts et des sciences, de juin 2017 à mars 2021. Ses intérêts de recherche sont variés et couvrent des sujets divers tels que le sport, la culture et la politique dans la région arabo-musulmane. Il s'intéresse aussi au multiculturalisme et au dialogue interculturel, avec un accent particulier sur l'accès au sport pour les minorités ethniques, le sport et l'inclusion sociale et les communautés musulmanes.

Ce livre a été publié en 2019 et analyse le Mouvement olympique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Plus précisément, Amara s'intéresse à la géopolitique du sport et son usage par les différents régimes au pouvoir dans cette région du monde. Ainsi, Amara évoque notamment le Liban, la Tunisie et la Palestine. La situation sportive de ces pays nécessitait d'être connue. Cela nous a permis de comprendre la situation géopolitique et sportive de ces pays méditerranéens, arabes et majoritairement musulmans¹². En effet, ces pays entretiennent des relations politiques, culturelles et sportives privilégiées avec l'Égypte. Ces nations ont déjà participé à la plupart des éditions des Jeux méditerranéens¹³ et des Jeux panarabes.

¹¹ *Ibid.*, p.62-65.

¹² Tout comme l'Égypte, le Liban, la Tunisie et la Palestine sont des pays arabes, méditerranéens et majoritairement musulmans.

¹³ La participation d'Israël et de la Palestine aux différentes éditions des Jeux méditerranéens n'a pas été possible à cause des différents enjeux politiques causés par le conflit israélo-arabe.

A. Le Liban à la recherche de la cohésion nationale

Le Liban est un petit État situé au Proche-Orient. Contrairement à ses voisins arabes, le Liban a obtenu de faibles résultats aux Jeux olympiques. Entre 1948 (première participation aux Jeux de Londres) et aujourd'hui, les Libanais ont obtenu seulement quatre médailles olympiques (soit deux médailles d'argent et deux médailles de bronze). En effet, cet échec s'explique par différents facteurs politiques, institutionnels et économiques. Tout d'abord, le Liban compte 18 confessions religieuses diverses. Le Pacte national libanais de 1943 stipule que le président de la République doit être chrétien maronite. Ensuite, le poste de premier ministre est décerné à un musulman sunnite. Finalement, le président de la Chambre des députés est un musulman chiite. Ainsi, les postes politiques clés au Liban sont décernés en fonction du poids démographique des communautés religieuses.

Ce confessionalisme ostensible a plongé le pays dans une guerre civile sanglante entre 1975 et 1990. Ce conflit opposa les musulmans (sunnites et druzes) aux chrétiens maronites. Ces derniers ont combattu les Palestiniens (les organisations militaires et politiques palestiniennes) ainsi que leurs soutiens libanais. Cette guerre civile fut une occasion pour les Syriens et les Israéliens d'envahir le Liban. Au gré de leurs intérêts respectifs, les armées syrienne et israélienne ont soufflé sur les braises du conflit dans le but de pérenniser leur présence sur le sol libanais.

La corruption au Liban est un autre problème qui entrave le développement du sport dans ce pays. En effet, la corruption présente dans le domaine des sports est le résultat d'une « politisation » de certaines associations et fédérations sportives. Plusieurs d'entre elles sont sous le contrôle direct des partis politiques. Enfin, les athlètes, les arbitres et les entraîneurs choisissent un sport en fonction de la représentativité de leur communauté au sein de celui-ci. Dès lors, sur les 34 fédérations sportives au Liban, 24 favorisent la représentation d'une communauté en particulier (pour une représentation de plus de 70 %) ¹⁴.

B. La gouvernance du sport en Tunisie

La Tunisie est considérée comme l'un des pays les plus progressistes du monde arabo-musulman. Dès l'indépendance acquise en mars 1956, la Tunisie a instauré le Code du statut personnel. Ce dernier consiste en une série de lois progressistes favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes. Dès lors, la polygamie fut bannie et le divorce était devenu légal. Le premier président de la République Habib Bourguiba a fait de la « libération » de la femme

¹⁴ AMARA, Mahfoud, *The Olympic Movement and the Middle East and North Africa Region*, New York, Routledge, 2019, p.23-32.

tunisienne, un outil politique pour légitimer son pouvoir et obtenir une reconnaissance de la communauté internationale. Après 30 ans de règne sans partage, Bourguiba a été renversé en 1987 par son premier ministre, le général Zine el-Abidine Ben Ali. Ce dernier a été déboulonné du pouvoir en janvier 2011 après l'éclatement de grandes manifestations populaires dans toute la Tunisie.

Pendant des décennies, les régimes de Bourguiba et de Ben Ali ont favorisé le développement du sport en Tunisie. Ce dernier était un outil pour légitimer leurs régimes sur la scène internationale mais aussi pour calmer la colère populaire et préserver la stabilité du pays. Ainsi, l'histoire de la Tunisie au sein du Mouvement olympique se divise en trois périodes clés : le régime de Bourguiba (1956-1987), le régime de Ben Ali (1987-2011) et une transition démocratique initiée dans le sillage des événements du Printemps arabe (2011-2021).

Pour le président Bourguiba, le sport était considéré comme une arme dans la lutte contre le sous-développement économique et culturel. Durant la période coloniale, le sport était déjà un instrument de lutte contre la présence militaire française en Tunisie. La colonisation française a tout de même favorisé la propagation de sports calqués sur le modèle britannique. Dès le mois de juin 1956, Habib Bourguiba a créé le ministère de la jeunesse et du sport. Ce ministère possédait son propre secrétaire d'État. Bourguiba accordait une grande importance à l'éducation et au sport. Pour lui, ces deux secteurs nécessitaient d'être transformés pour changer les mentalités et bâtir une nation forte et indépendante. Les efforts accordés au développement du sport par Bourguiba ont été couronnés de succès dans les années 1960.

En effet, la Tunisie a glané plusieurs médailles olympiques aux Jeux de Tokyo et aux Jeux de Mexico (respectivement en 1964 et en 1968). En 1967, la Tunisie a accueilli la cinquième édition des Jeux méditerranéens. Les Jeux méditerranéens de 1967 ont instauré une grande nouveauté avec la participation d'athlètes féminines. Les exploits des athlètes tunisiens et tunisiennes ont permis à la Tunisie de se présenter comme un pays émancipé, moderne et dynamique.

La Tunisie n'a jamais caché son ambition de peser sur la scène sportive internationale. Cette ambition s'est concrétisée avec la nomination de Mohamed Mzali au poste de vice-président du CIO pour une durée de quatre ans entre 1976 et 1980. Déjà, Mohamed Mzali a occupé avant sa nomination à la vice-présidence du CIO, plusieurs postes clés en Tunisie. Après avoir occupé le poste de président du CNOT (Comité national olympique tunisien) et de la Fédération tunisienne de football, il a été nommé membre du CIO en 1965. Puis, il a accédé à la commission exécutive du CIO avant de devenir vice-président de l'organisation olympique.

Parallèlement à l'ascension fulgurante de Mzali au sein du CIO, la Tunisie vivait une grande période d'instabilité politique et sécuritaire à la fin des années 1970. Le 26 janvier 1978, l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) lança un appel à la grève générale. Au même moment, des milliers de manifestants investirent les rues. Les confrontations entre l'armée tunisienne, qui est entraînée à la guerre classique et non à des opérations de maintien de l'ordre, et les manifestants ont fait des dizaines de morts. Après avoir maté ce soulèvement et rétabli l'ordre, le régime de Bourguiba est resté accroché au pouvoir¹⁵.

En 1980, Mohamed Mzali fut nommé premier ministre de la Tunisie. Au début des années 1980, la Tunisie était aux prises d'une grave crise économique. Les troubles sociaux et politiques ont atteint leur paroxysme en 1984. Des confrontations similaires à celles de 1978, entre les manifestants et les forces de sécurité ont secoué tout le pays. Au même moment, l'état de santé du président Bourguiba s'est fortement dégradé. Affaibli par la vieillesse et la maladie, Habib Bourguiba a été délogé de son fauteuil de président. Ainsi, Zine el Abidine Ben Ali était devenu le nouvel homme fort du pays. Par conséquent, l'ancien premier ministre et haut dirigeant du CIO Mohamed Mzali a pris la fuite et s'est réfugié en Algérie. En traquant les anciennes figures du régime de Bourguiba, Ben Ali souhaitait se débarrasser de la vieille garde de l'ancien pouvoir et asseoir un peu plus sa domination sur le pays. Malgré les traits autoritaires de son régime, le nouveau président a su rétablir en Tunisie, une relative stabilité politique, économique et sociale. Cependant, en contrôlant des pans entiers de l'économie tunisienne, Ben Ali et son clan ont soumis la population locale grâce à la mise en œuvre d'un État policier particulièrement efficace.

En effet, l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football en 1994 puis en 2004, des Jeux méditerranéens en 2001 et du championnat mondial masculin de handball en 2005 a permis à Ben Ali de véhiculer l'image d'un pays entreprenant. De même qu'en 1967, la Tunisie a accueilli les Jeux méditerranéens en 2001. En 1967, la Tunisie avait marqué l'histoire en accueillant la première édition des Jeux méditerranéens comptant une participation féminine. En 2001, trois sports sont ajoutés aux épreuves féminines (l'aviron, la lutte et l'haltérophilie) ce qui a permis au régime de Ben Ali de transmettre l'image d'un pays soucieux de l'égalité des sexes.

C. Le problème palestinien

En dominant le Proche-Orient et l'Afrique du Nord pendant des siècles, l'Empire ottoman a eu une très grande incidence sur tous les peuples de la région. Sa dislocation en 1917

¹⁵ *Ibid.*, p.40-47.

a précipité le morcellement de ses territoires et favorisé l'incursion des Anglais et des Français en Méditerranée. Dès lors, les Britanniques ont contrôlé de vastes territoires dans le monde arabe. Tout comme l'Égypte, la Palestine fut occupée directement par les Britanniques. La Palestine est un autre pays arabe avec lequel l'Égypte entretient des relations privilégiées. En plaçant le conflit israélo-arabe longtemps au cœur de sa politique étrangère, l'Égypte a joué un rôle primordial dans l'éclatement de conflits armés au Proche-Orient entre 1948 et 1973, mais aussi dans la consolidation de la paix dans la région à la fin des années 1970. Suite à la fin du mandat britannique en Palestine, l'État d'Israël fut créé en 1948. Les efforts déployés par le mouvement sioniste pour construire un foyer pour la communauté juive, ont porté leurs fruits. Néanmoins, la création de l'État d'Israël a provoqué la mort ou l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens. De plus, l'hostilité des États arabes face au nouvel État d'Israël plongea tout le Proche-Orient dans une spirale de violence et de conflits.

Depuis la *Nakba* de 1948¹⁶, la Palestine qui n'est pas un État indépendant, a tenté inlassablement de rejoindre le Mouvement olympique. Néanmoins, la Palestine a pu participer aux Jeux panarabes. Se déroulant à Alexandrie en 1953, la première édition démontrait la montée en puissance du nationalisme arabe. L'intérêt porté à la cause palestinienne a créé un vrai sentiment de solidarité parmi les Arabes. Tout comme le mouvement indépendantiste algérien à la fin des années 1950 ou l'activisme afro-américain aux Jeux de Mexico de 1968, les Palestiniens ont compris l'importance des événements sportifs internationaux pour faire connaître leur cause à l'opinion internationale.

Parallèlement, l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) est une organisation politique et paramilitaire palestinienne. Sous le commandement de Yasser Arafat, l'OLP s'est imposée comme un puissant groupe armé et a joué un rôle important dans l'histoire moderne du Proche-Orient. Au début des années 1970, l'OLP était fortement présente en Jordanie. Cette présence accrue a mené à un affrontement sanglant entre les forces palestiniennes et l'armée du royaume. Ces affrontements ont conduit au retrait de l'OLP vers le Liban. Dès lors, l'OLP a directement pris part à la guerre civile libanaise qui éclata en avril 1975. Cet événement a conduit à la création d'une organisation extrémiste connue sous le nom de « Septembre noir ». En 1972, celle-ci a pris pour cible des athlètes Israéliens durant les Jeux de Munich. Malencontreusement, Cette attaque a torpillé les tentatives d'adhésion de la Palestine au sein du Mouvement olympique. À la suite de l'invasion israélienne de Beyrouth en juin 1982, l'OLP

¹⁶ Le terme arabe de « *Nakba* » signifie « catastrophe » ou « désastre ».

a été défaite. À l'issue de cette bataille, les combattants de l'OLP ont finalement été expulsés vers Tunis.

Même durant cette période de grande incertitude politique, le Comité olympique palestinien a continué à exercer ses fonctions. L'occupation israélienne du Liban, la signature d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël en 1979 ou encore la chute de l'Union soviétique à la fin des années 1980 ont poussé les Palestiniens à signer les accords d'Oslo en 1993. Avec la bénédiction de Washington, ces accords ont permis à la Palestine d'adhérer au CIO. Enfin, les Palestiniens ont participé à toutes les éditions des Jeux olympiques depuis les Jeux d'Atlanta de 1996, sous la bannière de « Palestine »¹⁷.

3.2 Youcef Fatès : Sport et Tiers-Monde

Youcef Fatès est politologue de formation. Par le passé, il a été maître de conférences à l'université Paris-Nanterre. Fatès a soutenu une thèse d'État de sciences politiques sur le sport en Algérie à la Sorbonne. Son livre a été publié en 1994 et a eu un succès dans le monde francophone. En effet, les rares parutions en langue française dans le domaine de la sociologie politique du sport souligneraient déjà tout l'intérêt que l'on pourrait porter au livre de Fatès. Pour lui, le sport, dans le tiers-monde, est intrinsèquement porteur du politique. Les événements sportifs internationaux permettent ainsi aux pays du Sud de rivaliser avec les grandes nations du Nord et de s'affirmer sur la scène internationale.

A. Le sport au service du politique

Si la plupart des États du tiers-monde affirment qu'ils concourent à la protection de la santé de leurs citoyens via le sport, Fatès révèle les stratégies cachées de ces États. Tout d'abord, le sport permet de partir à la quête d'un sentiment de prestige et de fierté nationale. Ainsi, la médiatisation d'une grande performance sportive peut susciter un enthousiasme et un sentiment national que des régimes en place, souvent autoritaires, n'ont pas pu obtenir. Ensuite, le sport permet de détourner l'attention de la population d'une situation politique, sociale ou économique à laquelle le pouvoir est incapable de faire face. À titre d'exemple, la cinquième édition des Jeux panafricains organisées en 1991 par l'Égypte, visait à faire oublier une situation socioéconomique et politique particulièrement tendue. La pénurie des denrées alimentaires de base et la position proaméricaine de l'Égypte lors de la première guerre du Golfe ont mis le pouvoir égyptien sous pression. Le sport était donc une aubaine pour le gouvernement égyptien

¹⁷ AMARA, Mahfoud, *The Olympic Movement and the Middle East and North Africa Region*, op.cit., p.67-68.

qui espérait ainsi calmer une population en ébullition et flatter son orgueil par de grandes performances sportives.

Dès lors, il y a une relative corrélation entre le sport et l'ascension politique des décideurs étatiques. Comme nous l'avons vu précédemment, Mohamed Mzali a accédé aux plus hautes fonctions sportives nationales et internationales et a eu un impact important sur le développement du sport tunisien, arabe et africain. En 1980, Mzali a été nommé premier ministre et était même considéré comme un successeur possible du président Habib Bourguiba. Parallèlement, Habib Thiam a été premier ministre du Sénégal dans les années 1980 et 1990. Cet ancien athlète participa à de nombreuses compétitions sportives internationales dans les années 1950 puis dirigea le CNO du Sénégal à la fin des années 1970¹⁸.

B. Sport et relations internationales

Pour Fatès, le sport est la continuation de la politique par d'autres moyens. En effet, on peut considérer que le sport conquiert une place de plus en plus importante dans la diplomatie et dans les théories des relations internationales contemporaines. Si le sport était autrefois perçu comme une arme contre la colonisation européenne, les États du tiers-monde politisent davantage la « question sportive » sur la scène internationale. Plus particulièrement, les États africains et les États musulmans ont fait usage du sport à des fins politiques. La lutte anti-apartheid est ainsi devenue le fer de lance de la diplomatie sportive des pays africains. La création du CSSA en 1966, a permis aux États africains nouvellement indépendants de disposer d'un organe autonome qui encourage le développement du sport en Afrique et renforce l'émancipation des nations africaines. Ainsi, le CSSA a obtenu des résultats probants puisqu'il a joué un rôle central dans l'exclusion de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du CIO, mais aussi dans le boycott africain des Jeux de Montréal de 1976.

En 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS a conduit au boycott massif des Jeux de Moscou de 1980 par le monde occidental. Si une bonne partie des nations africaines a refusé de boycotter les Jeux, les pays islamiques ont condamné l'ingérence étrangère en Afghanistan et ont décidé de ne pas participer aux Jeux organisées en Union soviétique. Dans ce contexte, la République islamique d'Iran s'est démarquée par son non-alignement sportif. En effet, l'Iran a boycotté les jeux de Moscou de 1980 ainsi que les Jeux de Los Angeles organisés quatre ans plus tard. La révolution islamique iranienne de 1979 a conduit au déboulonnement du régime du shah Mohammad Reza Pahlavi. Ce dernier était un allié indéfectible de l'Occident et servait bien les intérêts stratégiques, géopolitiques et économiques des États-Unis.

¹⁸ FATÈS, Youcef, *Sport et Tiers-Monde*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p.45-56.

L'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny a précipité l'isolement international de l'Iran et terni l'image du pays. Après huit années de guerre et d'innombrables conflits politiques avec son voisin irakien durant les années 1980, l'Iran a cherché à se réhabiliter sur la scène internationale. Pour parvenir à leurs fins, les Iraniens ont mesuré l'importance du sport diplomatique. À l'occasion du dixième anniversaire de la révolution islamique, l'Iran a invité 800 sportifs issus de 32 pays à participer à des rencontres de basketball, volleyball, athlétisme, natation et taekwondo¹⁹. La visite du président du CIO Juan Antonio Samaranch le 17 février 1990 à Téhéran, a brisé un peu plus l'isolement sportif de l'Iran. En 1993, l'Iran a organisé les premiers Jeux islamiques féminins mettant fin à sa mise en quarantaine politique et sportive qui a duré presque dix ans.

Enfin, le cas iranien a signalé le danger d'une lecture rétrograde de l'islam et son impact sur le sport. En effet, les différents courants islamistes dans le monde arabo-musulman rejettent la pratique du sport spectacle car le jeu est prohibé. La pratique du sport est aussi une occasion pour les islamistes de mettre sur pied un système d'interdits rejetant la mixité et prônant l'imposition de vêtements dits islamiques²⁰.

¹⁹ *Ibid.*, p.77-90.

²⁰ *Ibid.*, p.100-112.

CHAPITRE II – SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

1. FONDS D'ARCHIVES DU CENTRE D'ÉTUDES OLYMPIQUE

1.1 Les sources archivistiques

Concernant nos sources archivistiques, nous disposons principalement d'un fonds d'archives du CEO (Centre d'Études olympique) dédié à l'histoire olympique de l'Égypte. En effet, celui-ci met à la disposition de ses usagers une multitude de publications, de sources numérisées et d'archives historiques. Sa mission est donc de veiller à la transmission des connaissances en lien avec l'Olympisme. Pour le troisième chapitre de notre mémoire, nous avons puisé nos sources primaires dans les correspondances d'Angelo Bolanaki et dans celles de Mohamed Taher Pacha. Nous avons aussi utilisé des correspondances dédiées aux premières éditions des Jeux africains de 1929 et des Jeux méditerranéens de 1951. Pour cette partie, les sources les plus pertinentes étaient des lettres échangées entre le secrétaire général du CNO égyptien Angelo Bolanaki, le Baron Godefroy de Blonay, le président Henri de Baillet Latour, l'Égyptien Mohamed Taher Pacha et le chancelier Otto Mayer. Pour le quatrième chapitre, nous avons utilisé des correspondances échangées entre le secrétaire général du CNO égyptien Ahmed Touny, le président Avery Brundage, le Libanais Gabriel Gemayel, Otto Mayer et Marcello Garroni. Ces correspondances concernaient les Jeux panarabes durant les années 1950 et la fusion des CNO égyptien et syrien, à la suite de la création de la RAU (République arabe unie). Enfin, pour le cinquième chapitre, nous avons utilisé des correspondances échangées entre Abdel Aziz Elshafei, Ahmed Touny, Avery Brundage, Aly Kandil, Monique Berlioux et Paul Libaud. Ces correspondances évoquaient l'exclusion de l'Afrique du Sud du Mouvement olympique et le boycott des Jeux de Montréal et ceux de Moscou.

1.2 Les sources imprimées

A. Angelo Bolanaki : Historique du sport en Égypte, le stade d'Alexandrie : La renaissance de l'Olympisme : 1894-1954

En 1957, Angelo Bolanaki, figure importante du sport en Afrique, a rédigé un livre résumant l'histoire du sport en Égypte et la refondation des Jeux olympiques modernes. Dans ce petit livre d'environ une quarantaine de pages, Bolanaki a fait usage de la première personne du singulier et a évoqué ses principales contributions pour le sport égyptien. D'origine grecque, Bolanaki a servi dans le Comité national olympique d'Égypte dès 1910, en tant que premier

secrétaire général. Néanmoins, il a été forcé de quitter le CNO égyptien en 1932. À partir de 1933, il a représenté la Grèce en tant que membre du CIO. Ce livre nous a donc offert une perspective unique d'une période historique charnière du développement du sport en Égypte. Dans ce livre, Bolanaki nous a révélé des détails très intéressants sur l'histoire du sport en Égypte. Dès lors, il a insisté sur le rôle qu'il avait joué dans la création de clubs sportifs puis dans la fondation du CNO égyptien en juin 1910. De plus, Bolanaki nous a proposé des descriptions détaillées du stade moderne d'Alexandrie ainsi que des circonstances dans lesquelles il avait été bâti. Toutefois, Bolanaki n'a fourni aucune explication sur l'annulation des Jeux africains de 1929 et n'a fait aucune mention du rôle joué par les puissances impériales dans l'échec de ce projet. Aussi, il n'a pas justifié les raisons de sa démission en 1932. Enfin, nous avons dû consulter nos sources archivistiques pour élucider les raisons de l'annulation des Jeux africains en 1929 puis les motifs de la démission de Bolanaki en 1932.

B. Egyptian Olympic Committee : 100 years

Pour célébrer les 100 ans du Comité national olympique égyptien, le CNO d'Égypte a publié en 2010, un livre bilingue (anglais, arabe) qui résume le rôle de l'Égypte au sein du Mouvement olympique. Cette source imprimée s'intéresse à une période historique qui s'étend sur un siècle (1910 – 2010). Ce livre nous a été utile puisqu'il nous a fourni une liste exhaustive des présidents, des secrétaires généraux et des membres du CNO égyptien depuis sa création en juin 1910. De plus, cette source nous a apporté une description détaillée de la participation de l'Égypte aux différentes éditions des Jeux olympiques et des Jeux régionaux (les Jeux africains, les Jeux méditerranéens et les Jeux panarabes). Enfin, cette source imprimée nous a proposé les biographies complètes des athlètes égyptiens et les tableaux des médailles glanées.

2. MÉTHODOLOGIE

Pour analyser les relations entre le Comité international olympique et l'Égypte, nous nous intéressons à une période historique qui s'étale sur 70 ans. Cette période est divisée en trois sections importantes. En procédant de manière chronologique, nous offrons l'analyse d'une succession de régimes qui ont façonné l'histoire politique contemporaine de l'Égypte et impacté la diplomatie sportive du pays. Cette période historique débute le dix juin 1910 avec la création du CNO égyptien et se termine avec l'assassinat du président Anouar el-Sadate le six octobre 1981. Cette analyse concerne donc trois régimes politiques qui ont eu une incidence importante sur les relations entre le CIO et l'Égypte.

Premièrement, nous nous intéressons à la première section (1910 – 1952) qui débute avec la création du CNO égyptien en juin 1910 et se termine avec le renversement de la monarchie égyptienne. Cette période a été caractérisée par le développement important du sport en Égypte. Dès le début du XXème siècle, de nombreux clubs sportifs ont vu le jour ce qui a facilité la création de la Fédération Mixte des Clubs sportifs. Dirigée par une élite européenne, dont fait partie Angelo Bolanaki. Ainsi, cette institution a organisé de nombreuses manifestations sportives qui ont permis de développer le sport en Égypte. L'infrastructure sportive du pays a aussi été développée avec l'inauguration du stade d'Alexandrie en 1929. De plus, la ville d'Alexandrie a accueilli les premières éditions des Jeux régionaux avec les Jeux africains en 1929, annulés au dernier moment, et les Jeux méditerranéens en 1951. Durant cette période, la dynastie de Méhémet Ali était toujours au pouvoir. Le roi Fouad Ier a gouverné l'Égypte de 1917 jusqu'à sa mort en 1936. Son fils, le roi Farouk lui a succédé jusqu'en 1952 avant d'être renversé le 23 juillet de la même année, par une organisation militaire clandestine connue sous le nom de « Mouvement des Officiers libres ».

Deuxièmement, nous nous intéressons à la deuxième section (1953 – 1970) qui débute avec l'organisation de la première édition des Jeux panarabes à Alexandrie en 1953. Ces Jeux incarnaient les ambitions de la nouvelle République d'Égypte qui souhaitait réunir et unifier les peuples arabes tout en protégeant leur identité commune. Cette période était surtout marquée par la montée en puissance de Nasser. Militaire de carrière, il accéda à la présidence de l'Égypte suite au coup d'état de juillet 1952. Nasser s'est imposé comme une figure emblématique du monde arabe et du tiers-monde. En 1958, l'Égypte et la Syrie se sont unifiées et ont formé la République arabe unie. Cette section se termine ainsi avec le décès du leader Nasser en septembre 1970.

Troisièmement, la dernière section (1970 – 1981) débute au moment où el-Sadate succède à Nasser le 28 septembre 1970. Nasser était un leader charismatique qui a marqué l'histoire contemporaine de l'Égypte puisqu'il a joué un rôle clé dans l'obtention de l'Égypte d'une pleine souveraineté territoriale, politique et économique. La nationalisation du canal de Suez par Nasser en juillet 1956 s'inscrivait dans cette logique puisqu'elle a permis d'éradiquer définitivement la présence britannique en Égypte. Anouar el-Sadate a été choisi pour assurer la succession de Nasser. Durant le règne d'el-Sadate, l'Égypte a manqué trois participations successives aux Jeux olympiques soit les Jeux de Munich en 1972, les Jeux de Montréal en 1976 et les Jeux de Moscou en 1980. Le règne de Anouar el-Sadate a été marqué par la guerre d'Octobre lancée conjointement par l'Égypte et la Syrie en 1973 contre l'État hébreu. Ce conflit a permis à l'Égypte de s'engager dans un processus de paix pour restituer le Sinaï, occupé par

Israël depuis 1967. Ainsi, la signature d'un traité de paix avec Israël en 1979, sous le parrainage de Washington, a garanti la mise en application de l'équation suivante « la terre contre la paix ». Enfin, cette section se termine le six octobre 1981 avec l'assassinat du président el-Sadate.

CHAPITRE III – LES DÉBUTS DE L'ÉGYPTE AU SEIN DU MOUVEMENT OLYMPIQUE (1910 – 1952)

1. CRÉATION ET RECONNAISSANCE DU CNO ÉGYPTIEN (1910 – 1912)

1.1 La situation politique en Égypte au moment de la création du CNO égyptien

Avant d'évoquer la création du CNO d'Égypte, nous allons explorer quelques événements historiques importants afin de mieux comprendre les origines politiques de l'Égypte contemporaine et surtout la situation sociopolitique du pays au début du XXème siècle. Le premier juillet 1798, Bonaparte lança la campagne d'Égypte en débarquant à Aboukir avec 35.000 hommes. Les objectifs de la France étaient à la fois militaires, politiques et scientifiques, à savoir : établir une base pour la reconquête de l'Inde sur les Anglais, mettre fin à la domination ottomane, moderniser le pays et surtout préparer le percement du canal de Suez. Dès lors, Bonaparte s'est retrouvé embourbé en Égypte puisqu'il était continuellement harcelé par les Anglais et les Ottomans. Il quitta l'Égypte au mois d'août 1799 en laissant la direction des opérations au général Jean-Baptiste Kléber, qui fut tué en juin 1800. En septembre 1801, le général Baron Jacques François de Menou accepta une capitulation honorable avec les Anglais et rapatria le reste du corps expéditionnaire français²¹.

Face au chaos engendré par le départ forcé des Français, un homme s'est détaché et est parvenu à introduire pendant près d'un demi-siècle des structures politiques, économiques et sociales innovantes. Il s'agit de Méhémet Ali. Originaire des Balkans, il s'est emparé du pouvoir en juillet 1805, élimina ses rivaux les Mamelouks et se retourna contre les Ottomans. En nationalisant l'agriculture et en développant une ambitieuse industrie d'État, Méhémet Ali s'est imposé comme maître de l'Égypte mais aussi du Soudan. Doté d'une armée moderne, il afficha clairement ses ambitions et fit de l'Égypte une puissance clé dans la région. La dynastie de Méhémet Ali s'est étendue jusqu'en 1952 et s'est éteinte avec la destitution du roi Farouk²².

En janvier 1856, l'Égypte a ordonné le percement du canal de Suez et en a accordé la concession au Français Ferdinand de Lesseps. Le 17 novembre 1869, le khédivé Ismaël Pacha a inauguré avec succès l'achèvement du canal de Suez. Ces travaux financés par la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, créée le 15 décembre 1858, ont duré dix ans. La France

²¹ MARMIN, Michel. *Nasser*, San Mauro, Éditions Chronique – Mediatoon Licensing SA, 2014, p.8-9.

²² GROUPE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES SUR LE PROCHE-ORIENT, *L'Égypte d'aujourd'hui Permanence et changements 1805-1976*, Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1977, p.87.

en détenait la moitié du capital et le khédivé Mohammed Saïd contrôlait 44 % des actions. Ainsi, le khédivé Ismaël qui était l'un des héritiers de Méhémet Ali, avait pour ambition de hausser l'Égypte au niveau de la civilisation européenne.

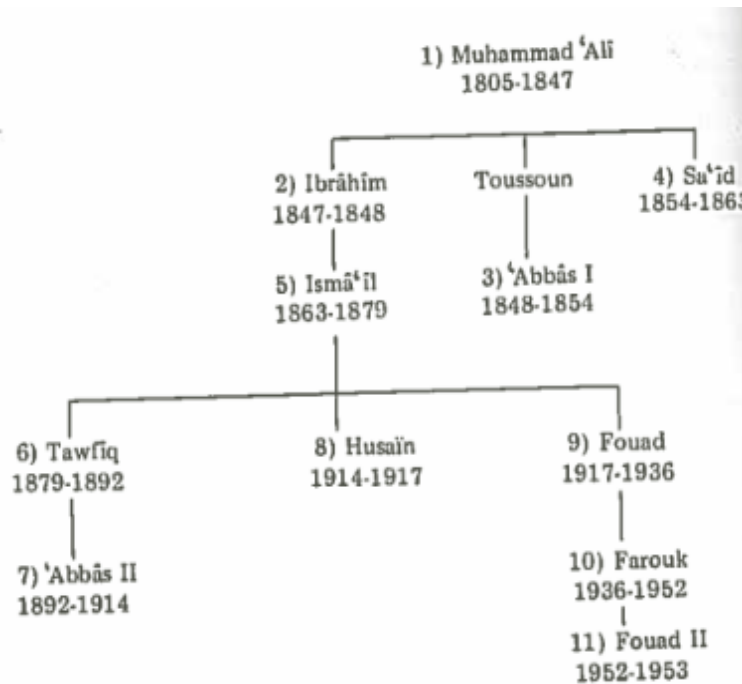


Figure 2: La dynastie de Méhémet Ali²³

Pour permettre l'ascension de l'Égypte au rang des grandes puissances, le khédivé Ismaël Pacha injecta d'abord des fonds considérables dans l'achèvement du canal de Suez. De plus, il déboursa des sommes pharamineuses pour poursuivre la construction de vastes réseaux de canaux, de ponts et de chemins de fer. Parallèlement, il réforma l'administration, le système judiciaire et l'éducation. Pour financer ces projets surdimensionnés, le khédivé Ismaël s'est lourdement endetté auprès de ses créanciers anglais et français. Dès 1875, l'Égypte n'était plus en capacité de payer ses dettes. Habilement, le premier ministre britannique Benjamin Disraeli parvint à racheter la part de l'Égypte dans la Compagnie universelle du canal maritime de Suez. Dès lors, la Grande-Bretagne était devenue l'actionnaire majoritaire de la Compagnie. De son côté, l'Égypte était toujours en situation de banqueroute. Estimant ses intérêts vitaux menacés, Londres plaça l'économie égyptienne sous tutelle, attaqua l'Égypte en 1882 et parvint à conquérir le pays en quelques semaines²⁴. Enfin, le colonel Orabi Pacha a lutté à la fois contre

²³ *Ibid.*, p.104.

²⁴ LUGAN, Bernard, *Histoire de l'Égypte Des origines à nos jours*, Monaco, Éditions du Rocher, 2021, p.127-131.

les khédives et les Anglais. Ce dernier a mené la première révolution nationaliste de l'Égypte avant d'être finalement vaincu par les troupes britanniques à Tell el-Kébir en septembre 1882.

1.2 La création du CNO d'Égypte et l'ascension de ses membres égyptiens

L'Égypte était donc sous la férule de l'occupant britannique depuis 1882. Cette occupation s'est poursuivie pendant des décennies et n'a pris définitivement fin qu'avec la chute du régime du roi Farouk et l'arrivée de Nasser au début des années 1950. Assurément, l'occupation britannique a facilité l'émergence d'une classe bourgeoise européenne en Égypte. En effet, des Européens, largement minoritaires ont fait fortune en orientant l'économie égyptienne en fonction de leurs propres intérêts. Dès lors, la pauvreté s'est accrue et les clivages sociaux entre colonisateurs et colonisés se sont progressivement creusés. Néanmoins, la présence de ces communautés européennes en Égypte a favorisé la création de clubs sportifs dans les grandes villes du pays comme Alexandrie, Le Caire ou Port Saïd. La création de nombreux clubs sportifs au début du XXème siècle a mené à la fondation de la Fédération Mixte des Clubs Sportifs en 1908.

Les communautés étrangères basées en Égypte étaient constituées principalement de citoyens anglais, grecs ou encore italiens. Des personnalités fortunées issues de ces communautés ont créé des clubs et ont favorisé le développement de plusieurs sports en Égypte²⁵. Dirigée par Angelo Bolanaki, la Fédération Mixte des Clubs Sportifs organisait différents championnats nationaux à travers tout le pays. Ainsi, les étrangers constituaient la majorité des membres de cette fédération. De plus, la langue qui était utilisée par cette institution sportive était la langue française. Ainsi, les documents, les règlements et les communiqués étaient rédigés en français.

Le dix juin 1910, le Comité olympique égyptien a vu le jour grâce aux efforts d'Angelo Bolanaki²⁶. En effet, la création du CNO égyptien en 1910 a permis à l'Égypte de rejoindre le Mouvement olympique et de jouer un rôle primordial dans la diffusion du sport à la fois en Afrique et dans le monde arabo-musulman. Sous le patronage du Khédivé Abbas II, le Comité olympique égyptien a nommé les membres suivants : le prince Omar Toussoun occupa les fonctions de président, Emine Yehia Pacha était trésorier, Bolanaki était secrétaire général et d'autres membres comme Ahmed Ziwer Pacha (le gouverneur d'Alexandrie), Mohamed Abani Pacha, Hassan Mazloun Pacha et des délégués des fédérations nationales sportives d'Égypte

²⁵ Parmi les clubs créés, on peut citer : *Fencing Club Sporting Greek*, *Million Greek for Gymnastics*, *National Italian Union* ou encore *English Savolic Fencing Club*.

²⁶ EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.25.

ont intégré le CNO égyptien nouvellement constitué. La même année, le secrétaire général du CNO égyptien, Angelo Bolanaki, a été nommé membre du CIO pour l'Égypte. Donc, L'Égypte a été le tout premier pays arabe à rejoindre le Mouvement olympique. Enfin, la création du Comité olympique égyptien fut suivie par une première participation aux Jeux olympiques avec les Jeux de Stockholm de 1912²⁷.

Le prince Omar Toussoun fut le premier président du Comité national olympique égyptien, à sa création en juin 1910. Le Prince Omar était l'une des figures les plus appréciées de la dynastie de Méhémet Ali. Après avoir complété ses études en Suisse, il vécut en France et en Angleterre. Ses différents séjours en Europe lui ont permis de constater le développement industriel et agricole des pays occidentaux. À son retour en Égypte, il tenta d'avoir une incidence positive sur le développement de son pays.

Grâce à la richesse colossale qu'il a hérité de son père, le prince Toussoun Saied Ben Mohamed Ali, il investit son argent dans des œuvres caritatives comme le Croissant-Rouge. Il finança aussi la construction d'écoles et d'hôpitaux. Sur le plan politique, il injecta momentanément son argent dans le parti nationaliste Wafd. Parallèlement, il supporta la révolution libyenne dans le but de déloger l'occupation italienne. Enfin, dans le domaine du sport, il finança partiellement la construction du stade d'Alexandrie et occupa le poste de président du CNO égyptien de 1910 à 1934²⁸.

Tout comme le prince Toussoun, Mohamed Taher Pacha a complété ses études en Suisse. Athlète de carrière, Mohamed Taher Pacha a contribué au développement de secteurs clés de l'économie égyptienne puisqu'il a été l'un des fondateurs de la compagnie aérienne nationale Egyptair. Parallèlement, il joua un rôle important dans le développement du sport dans son pays puisqu'il a été président du CNO égyptien de 1946 à 1952. Surtout, Mohamed Taher Pacha a eu l'idée d'organiser les Jeux méditerranéens. En effet, la première édition des Jeux méditerranéens s'est déroulée à Alexandrie en 1951.

Par ailleurs, Mohamed Taher Pacha a occupé la présidence de nombreuses fédérations sportives égyptiennes dès les années 1930. Après avoir occupé la présidence du CNO égyptien, il gravit rapidement les échelons au sein du CIO. Il a d'abord été membre du CIO de 1934 à 1968. Puis, il a occupé la fonction de membre de la commission exécutive en 1952, pour une durée de cinq ans. Finalement, il est devenu vice-président du CIO et occupa ce poste de 1960 à 1964²⁹.

²⁷ *Ibid.*, p.25.

²⁸ *Ibid.*, p.33.

²⁹ *Ibid.*, p.36.

Si Angelo Bolanaki, le prince Omar Toussoun ou Mohamed Taher Pacha sont considérés comme des personnalités influentes du CNO égyptien, d'autres membres ont aussi joué un rôle important dans le développement du sport en Égypte comme l'ingénieur Ahmed El Demerdash Tourny. En effet, Touny a été le premier secrétaire général du CNO égyptien après la chute du roi Farouk en 1952. Il a occupé ce poste entre 1954 et 1967. En 1936, Ahmed Touny a fondé la Fédération égyptienne de gymnastique et a présidé la Fédération égyptienne de volleyball dix ans plus tard. Parallèlement, Touny a été membre du CIO entre 1960 et 1997, faisant de lui le membre égyptien avec la plus grande longévité au sein de l'institution olympique.

1.3 Le Grec Angelo Bolanaki

Angelo Bolanaki était indéniablement le membre le plus prestigieux du Comité national olympique égyptien. Athlète de carrière, il joua un rôle essentiel dans le développement du sport en Égypte. Bolanaki a fondé le CNO égyptien en juin 1910 et en est devenu le secrétaire général. La même année, il fut nommé membre du CIO pour l'Égypte. En 1932, il fut forcé de quitter le CNO égyptien et décida de rejoindre le Comité national olympique grec. Après avoir occupé ce poste jusqu'en 1963, il était devenu le membre du CIO avec la plus grande ancienneté. De plus, Bolanaki a joué un rôle essentiel dans la construction du stade d'Alexandrie. Ce stade a accueilli au fil des décennies de nombreux événements sportifs importants comme les Jeux africains, finalement annulés, les Jeux méditerranéens et les Jeux panarabes. Grâce à lui, l'Égypte a développé le secteur du sport tout en devenant une référence parmi les pays du Sud³⁰.

D'origine grecque, Bolanaki a servi dans le Comité national olympique d'Égypte, dès 1910, en tant que secrétaire général. De plus, il fut le premier athlète qui prit part à des compétitions sportives internationales hors d'Égypte. En effet, il participa dès l'année 1902 à des courses à pied de 100 et 200 mètres dans trois villes différentes : Alexandrie, Athènes et Smyrne³¹. À la fin de sa carrière d'athlète en 1906, il a contribué au développement du sport en Égypte en organisant des championnats nationaux d'athlétisme, de gymnastique, de tennis, de football, de poids et de haltères, de hockey sur roulettes et même de concours hippiques. Ces championnats se déroulèrent principalement à Alexandrie et au Caire, les deux grandes villes du pays³².

³⁰ *Ibid.*, p.35.

³¹ Smyrne (communément appelée Izmir en turc) a été occupée par les Grecs en mai 1919. Au prix de lourdes pertes, la ville a finalement été libérée par l'armée turque en septembre 1922. Toutefois, les Turcs ont commis des exactions contre les populations civiles grecques.

³² BOLANAKI, Angelo, *Historique du Sport en Égypte : Le stade d'Alexandrie, la renaissance de l'olympisme: 1894-1954*, 1957, p.3.

En 1908, Pierre de Coubertin proposa la candidature d'Angelo Bolanaki au Comité international olympique comme délégué auprès de l'Égypte. En effet, les deux hommes se sont rencontrés à Paris en 1906 et s'appréciaient mutuellement. Le 16 juin 1910, quelques jours après la Session tenue en France, Angelo Bolanaki a été élu à l'unanimité par le CIO en qualité de membre pour l'Égypte³³. Le dix juin 1910, le CNO égyptien fut donc officiellement créé.

Enfin, Angelo Bolanaki a démissionné en 1932 et quitta le CNO égyptien. Bolanaki a eu une incidence très importante sur le développement du sport en Égypte. En effet, la construction du stade d'Alexandrie a permis à cette ville de devenir une ville sportive par excellence. Dès lors, Alexandrie a accueilli de nombreuses compétitions régionales : les Jeux africains, les Jeux méditerranéens les Jeux panarabes. Enfin, l'organisation à l'initiative de Bolanaki de nombreux championnats nationaux ont permis de révéler des athlètes égyptiens qui ont pu participer aux différentes éditions des Jeux olympiques.

2. LES PREMIÈRES PARTICIPATIONS AUX JEUX ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE SPORTIVE EN ÉGYPTÉ (1912 – 1928)

2.1 L'Égypte aux Jeux de Stockholm et aux Jeux d'Anvers

Pour sa première apparition aux Jeux olympiques, l'Égypte participa aux Jeux de Stockholm de 1912, en étant représenté par un seul athlète égyptien qui se prénomait Ahmed Hasanein. Cet étudiant d'Oxford devenait ainsi le premier Égyptien et le premier athlète arabe à participer aux Jeux olympiques, en prenant part à l'épreuve d'escrime. En effet, 28 pays de par le monde ont participé aux Jeux de Stockholm. Pour la première fois, des athlètes issus de cinq continents prirent part aux Jeux. En effet, ces Jeux renvoyaient au symbole olympique. Ainsi, l'emblème olympique se compose de cinq anneaux entrelacés et qui sont de différentes couleurs : bleu, jaune, noir, vert et rouge. Donc, ces couleurs représentent l'universalité de l'esprit olympique.

En même temps, les troupes britanniques étaient stationnées en Égypte depuis 1882. En effet, cette présence étrangère sur le sol égyptien n'était encadrée par aucun accord ou texte officiel. Province de l'Empire ottoman depuis quatre siècles, l'Égypte tentait tant bien que mal de s'affranchir de cette occupation. Le 18 décembre 1914, les Britanniques ont établi leur protectorat sur l'Égypte en profitant de l'instabilité régnante en Europe. Depuis l'éclatement du conflit mondial en juillet 1914, la présence militaire anglaise en Égypte a facilité le contrôle et

³³ *Ibid.*, p.4.

la sécurité des routes impériales et celle du pétrole, dont l'enjeu était vital pour les économies alliées soit l'Empire britannique, la France et l'Empire russe, en guerre contre les puissances centrales : l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman.

Le protectorat britannique fut amèrement reçu par les Égyptiens. Ce manque flagrant d'enthousiasme s'expliquait par des motifs religieux et politiques. En effet, la séparation avec Istanbul était perçue comme une brisure au sein de l'islam. Pendant des siècles, la propagande ottomane s'était efforcée de développer un sentiment d'unité et de solidarité parmi les musulmans de l'Empire. Ainsi, la nature du nouveau pouvoir qui s'établissait laissait les Égyptiens perplexes puisqu'ils avaient le sentiment que leur pays se détachait de l'islam et qu'il s'occidentalisait, pour quasiment devenir un État chrétien³⁴. En protestant contre l'établissement du protectorat britannique sur l'Égypte, le khédivé Abbas II a été rapidement déposé et fut remplacé par l'un de ses oncles Hussein Kamel. Ce dernier avait reçu le titre de « sultan », ce qui a permis aux Anglais de rompre irréversiblement tous les liens d'allégeance entre Égyptiens et Ottomans³⁵.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la revendication nationaliste connut un essor important. En 1919, des troubles éclatèrent partout en Égypte. Ces événements ont provoqué la mort de nombreux manifestants et l'assassinat de soldats anglais. En effet, les manifestations ont éclaté à l'appel du parti nationaliste Wafd³⁶. Ce parti politique exigeait l'indépendance totale de l'Égypte, l'abolition du protectorat et l'évacuation des troupes britanniques. L'arrestation du chef du parti Wafd, Saad Zaghloul et la répression britannique ont contribué à la montée des tensions. Pour sortir de l'impasse, les Anglais ont libéré Zaghloul après l'avoir déporté à Malte et l'ont autorisé à quitter l'Égypte, pour assister à la Conférence de la paix de Paris en avril 1919. Des négociations houleuses entre Londres et le parti Wafd ont finalement mené à l'obtention de l'Égypte de son indépendance, le 28 février 1922. Entretemps, le sultan Hussein Kamel est décédé le 9 octobre 1917 et fut remplacé par son frère Fouad. Après l'indépendance, ce dernier a renoncé au titre de sultan et prit le titre de Fouad Ier, le premier roi d'Égypte³⁷.

Initialement prévus à Berlin, les Jeux olympiques de 1916 ont été annulés à cause de la guerre qui faisait rage en Europe. En 1920, l'Égypte participa aux Jeux d'Anvers. Ces Jeux

³⁴ DE GAYFFIER-BONNEVILLE, Anne-Claire, « l'Égypte dans la Première Guerre mondiale : l'Établissement du protectorat comme élément de fragilisation de la domination britannique », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 285, no. 1, 2022, p.14.

³⁵ LUGAN, Bernard, *Histoire de l'Égypte Des origines à nos jours*, op.cit., p.137-138.

³⁶ Le parti « *Wafd al-Misri* » désigne en arabe le parti de la « délégation ».

³⁷ LUGAN, Bernard, *Histoire de l'Égypte Des origines à nos jours*, op.cit., p.139.

symbolisaient la fin des hostilités et le retour de la paix. Néanmoins, les pays qui ont perdu la guerre ont été exclus des Jeux. Enfin, l'Égypte a participé aux épreuves d'athlétisme, d'escrime, de gymnastique, de football, d'haltérophilie et de lutte mais sans remporter de médailles³⁸.

2.2 L'Égypte aux Jeux de Paris et aux Jeux d'Amsterdam

Pour la première fois depuis sa première participation aux Jeux de Stockholm en 1912, l'Égypte a pris part aux Jeux d'Anvers et d'Amsterdam en tant que pays indépendant. Aux Jeux d'Anvers de 1920, l'Égypte a participé aux épreuves suivantes : athlétisme, cyclisme, boxe, escrime, tir, football, haltérophilie et lutte. L'haltérophile Hamed Samy et le lutteur Ibrahim Mostafa ont fini quatrièmes. Ces résultats encourageants ont permis aux Égyptiens de bien préparer les Jeux d'Amsterdam de 1928. Pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte et du monde arabe, des athlètes ont remporté des médailles olympiques. En effet, l'Égypte a remporté au total quatre médailles (soit deux médailles d'or, une médaille d'argent et une médaille de bronze) après avoir participé aux épreuves de football, d'haltérophilie, de lutte, de plongeon et d'escrime. Elsayed Noseir a remporté une médaille d'or en haltérophilie. Son compatriote Ibrahim Mostafa a aussi remporté une médaille d'or en lutte. De son côté, le plongeur Farid Simaika a remporté deux médailles, une médaille de bronze et une médaille d'argent (*diving platform, diving springboard*). Enfin, l'équipe égyptienne de football a obtenu la quatrième place³⁹. Les exploits de ces trois champions olympiques et de l'équipe égyptienne de football ont servi de modèle pour les athlètes égyptiens et pour les institutions sportives d'Égypte.

2.3 La construction puis l'achèvement du stade d'Alexandrie

Dès la création du CNO égyptien, Angelo Bolanaki souhaitait créer un stade de stature internationale à Alexandrie, sa ville natale. En 1909, il adressa une lettre au président de la municipalité d'Alexandrie lui demandant qu'une parcelle de terrain soit réservée à l'érection d'un stade. Bolanaki espérait aussi soumettre la candidature de la ville d'Alexandrie pour les Jeux olympiques de 1916. Dès l'année 1911, la municipalité d'Alexandrie était disposée à construire un stade flambant neuf. Pour célébrer le vingtième anniversaire du rétablissement des Jeux olympiques, une grande manifestation sportive a été organisée du trois au cinq avril 1914 sur le terrain de Chatby. Pour la première fois, le drapeau olympique créé en 1913 par Pierre de Coubertin fut hissé sur le terrain de Chatby à Alexandrie. Un an plus tard, le drapeau

³⁸ EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years, op.cit.*, p.106-108.

³⁹ *Ibid.*, p.109-114.

a été présenté au Congrès du CIO tenu à Paris. Il a été de nouveau hissé au stade d'Anvers à l'occasion des Jeux d'Anvers⁴⁰.

Toutefois, la Première Guerre mondiale entrava l'avancement de la construction du nouveau stade. À l'issue du premier conflit mondial, le projet de la construction du stade d'Alexandrie avait repris de plus belle. Pour financer la construction du stade, le sultan⁴¹ fit un don de 3000 livres égyptiennes, le prince Omar Toussoun offrit 2000 livres et Bolanaki a payé la somme de 1000 livres. Cet argent a ainsi permis de débiter les travaux de terrassement dès 1921. Après quelques années, la construction du mur de clôture, de la tribune officielle, de la tribune réservée, de la tribune de la presse et des jurys, de la tribune des athlètes et du pavillon des combats fut achevée. Une fois que le nouveau stade d'Alexandrie fut construit, celui-ci devait accueillir les Jeux africains en 1929. Néanmoins, ces Jeux ont été tardivement annulés contre la volonté de l'Égypte.

L'architecture qui fut adoptée dans la construction du stade était le style classique gréco-romain et la superficie totale du stade s'élevait à 80.000 mètres carrés. En effet, sous les tribunes couvertes du stade on trouvait les vestiaires, les salles d'hydrothérapie, une pharmacie, un buffet et une salle des réunions. Dans la tribune réservée, on trouvait la loge du chef d'État et son entourage. À droite de la tribune officielle, les membres du CIO étaient accueillis. À gauche, on trouvait les sièges des membres des CNO et des FI. Ensuite, sous la tribune de la presse et des jurys, on trouvait une grande salle réservée aux services de la presse avec les postes télégraphiques et téléphoniques. Enfin, une ligne de chemin de fer reliant Le Caire à Alexandrie traversait toutes les villes de la Haute et Basse Égypte et menait jusqu'au stade d'Alexandrie⁴². En 1930, Sigfrid Edstrom déclara : « Après avoir visité le Stade d'Alexandrie j'ai rarement vu une œuvre aussi minutieusement et complètement achevée ; il est doté de perfectionnements que je n'ai vu nulle autre part »⁴³.

⁴⁰ BOLANAKI, Angelo, *Historique du Sport en Égypte : Le stade d'Alexandrie, la renaissance de l'olympisme: 1894-1954*, op.cit., p.4-7.

⁴¹ Il s'agit du nouveau roi Fouad I^{er}. Ce dernier est arrivé au pouvoir au lendemain de la Première Guerre mondiale.

⁴² BOLANAKI, Angelo, *Historique du Sport en Égypte : Le stade d'Alexandrie, la renaissance de l'olympisme: 1894-1954*, op.cit., p.11-12.

⁴³ *Ibid.*, p.13.

3. DE L'AVORTEMENT DES JEUX AFRICAINS À L'ORGANISATION DES JEUX MÉDITERRANÉENS (1929 – 1951)

3.1 L'annulation de la première édition des Jeux africains

En 1923, à la Session de Rome du Comité international olympique, Pierre de Coubertin développa pour la première fois son idée de pousser à la création des Jeux africains⁴⁴. Ainsi, grâce aux efforts du CIO, de la municipalité d'Alexandrie et d'Angelo Bolanaki, le projet a sérieusement commencé à se concrétiser. Pierre de Coubertin déclara que : « Le Sport veut conquérir l'Afrique ! L'heure est venue de lui ouvrir le vaste continent dont il n'a pu, jusqu'ici, qu'effleurer les abords. Il y apportera les bienfaits de la joie musculaire ordonnée et disciplinée »⁴⁵. Dès lors, la construction du stade d'Alexandrie s'est achevée en 1928, soit une année avant l'ouverture des Jeux africains, prévue à Alexandrie le cinq avril 1929.

Initialement, seuls les athlètes nés en Afrique pouvaient prendre part aux Jeux africains. Néanmoins, lors de la Session tenue à Amsterdam en juillet 1928, Angelo Bolanaki a demandé au CIO d'apporter des changements aux conditions de qualification des athlètes pour les premiers Jeux africains : « M.Bolanaki, après avoir exposé la situation avancée des préparatifs des Jeux, insiste pour obtenir l'appui de ses collègues afin que la participation des diverses colonies soit aussi brillante que possible »⁴⁶. Pour assurer le succès des Jeux, le CIO accepta la proposition de Bolanaki. Donc, les athlètes qui résidaient en Afrique depuis au moins deux ans, pouvaient participer aux Jeux. Ces derniers représentaient les nations, les États, les protectorats, les colonies et les territoires sous le régime de mandats.

Les puissances coloniales, principalement l'Angleterre, la France et la Belgique, voyaient d'un très mauvais œil l'organisation des Jeux africains à Alexandrie. En effet, celles-ci redoutaient que les Jeux renforcent les mouvements nationalistes en Afrique. La révolution de 1919 en Égypte et l'indépendance acquise par les Égyptiens en 1922 ont accentué la crainte des Européens. Aux yeux des puissances coloniales, ces Jeux auraient pu rassembler sous la bannière du sport, de nombreux athlètes africains et permettre aux pays colonisés d'obtenir des

⁴⁴ Discours prononcé par le président du Comité international olympique lors de la réception du Comité par la municipalité d'Alexandrie au palais municipal, Archives du CEO : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

⁴⁵ Pierre de Coubertin, Archives du CEO : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

⁴⁶ Extrait du procès-verbal de la Session d'Amsterdam, Amsterdam, le 26 juillet 1928, Archives du CEO : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

gains politiques. Dès lors, il était dans l'intérêt de ces puissances, de saboter l'organisation de ces Jeux régionaux⁴⁷. Ainsi, après les fonds importants déboursés par l'Égypte dans la construction du stade moderne d'Alexandrie et tous les efforts déployés par le CNO égyptien et le CIO, les Jeux africains ont été annulés au dernier moment, soit cinq semaines avant l'ouverture des Jeux.

Le 20 février 1929, Angelo Bolanaki a envoyé une lettre au Baron Godefroy de Blonay en attestant que : « C'est avec le plus grand chagrin que je vous adresse la présente pour vous annoncer que faute de participants le Comité Olympique Égyptien a annulé les Jeux Africains et a ensuite démissionné »⁴⁸. De plus, la Session du CIO qui devait se dérouler à Alexandrie fut aussi tardivement annulée par Henri de Baillet-Latour : « [...] Il vient de me câbler m'annonçant l'annulation de la Session à Alexandrie et je pense qu'il vous avertira dans quelle ville sera tenue notre Session »⁴⁹. Le 22 février 1929, Godefroy de Blonay a répondu à la lettre de Bolanaki et s'est montré compréhensif en ajoutant que :

[...] Lorsque je pense à toute la peine que vous avez prise depuis des années pour réaliser un magnifique stade, un programme intéressant et une collaboration efficace je suis tout à fait chagrin pour vous, car vous deviez pouvoir vous flatter d'aller au-devant d'un succès⁵⁰.

Le deux mars 1929, Bolanaki a envoyé une lettre au président du CIO Henri de Baillet-Latour soulignant l'ingérence des gouvernements étrangers et le rôle qu'ils ont joué dans l'annulation des Jeux africains: « [...] Je n'ai jamais douté de l'effort de mes collègues Clary, Bonacosa, Penha Garcia, Rochdale, Kentish, de Guell, pour me venir en aide, mais hélas ils n'ont pu rien y faire contre la pression des gouvernements »⁵¹. Malgré l'annulation des Jeux africains de 1929 et la subite démission du CNO égyptien, Angelo Bolanaki n'a pas complètement abandonné l'idée d'organiser les Jeux africains à Alexandrie en 1931. De plus,

⁴⁷ Wacker, Christian, « The Bolanaki Story – Egypt goes Olympic with Greek Entrepreneurship », *Journal of Olympic history*, vol. 25, no. 3, 2017, p.60-61.

⁴⁸ Angelo Bolanaki à Godefroy de Blonay, Alexandrie, le 20 février 1929, Archives du CEO : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

⁴⁹ *Ibid.*,

⁵⁰ Godefroy de Blonay à Angelo Bolanaki, Château de Grandson, le 22 février 1929, Archives du CEO : correspondance et propositions d'Angelo Bolanaki (Égypte – Grèce) : 1910 – 1953.

⁵¹ Angelo Bolanaki à Henri de Baillet-Latour, Alexandrie, le 2 mars 1929, Archives du CEO : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

il tentait de reconstituer un nouveau Comité national olympique, imperméable aux ingérences étrangères. Dans une autre lettre envoyée au Baron Godefroy de Blonay le quatre avril 1929, Bolanaki avançait que :

[...] Si pendant quelques jours, j'ai été très déprimé et déçu par l'annulation des Jeux Africains, vous comprendrez que cela était tout naturel après tous les efforts que j'avais déployés. Cependant, comme je n'ai pas l'habitude de me décourager j'ai maintenant pris le dessus et je suis en train de reconstituer le Comité Olympique Égyptien conformément à nos idées Olympiques, c'est-à-dire un Comité indépendant qui ne puisse pas être influencé par des pressions Gouvernementales [...] J'ai depuis quelques jours de nouveau étudié cette question des Jeux Africains et je considère qu'il n'est pas de notre devoir de l'abandonner⁵².

Le huit avril 1929, Henri de Baillet Latour prononça un discours à l'ouverture de la Session de Lausanne en stipulant que :

[...] Le CIO a été contraint à la dernière minute, pour cause du deuil qui frappe l'Égypte, de renoncer à aller à Alexandrie [...] Déplorons qu'une fois de plus la politique a été mêlée au sport pour engendrer le gâchis. Sous la pression d'influences étrangères et dans l'espoir de dissiper les craintes chimériques exprimées par certains [...] La jeunesse africaine demeure, en fin de compte, la seule victime⁵³.

Pour sa part, la presse égyptienne a condamné l'annulation des Jeux mais a aussi pointé du doigt la démission du Comité olympique égyptien. Si l'ingérence étrangère était invoquée, la presse locale a fustigé le comportement des membres démissionnaires du CNO égyptien en déclarant que : « [...] La responsabilité morale du C.O.E. est donc entière. Et c'est en vain que

⁵² Angelo Bolanaki à Henri de Baillet-Latour, Alexandrie, le 4 avril 1929, Archives du CEO : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

⁵³ Extrait du discours du Président du CIO le Comte de Baillet-Latour à l'ouverture de la Session de Lausanne de 1929, Lausanne, le 8 avril 1929, Archives du CEO : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

la plupart des membres ont cherché à l'éluder par une démission collective. Cette attitude n'avait rien d'élégant »⁵⁴.

Ainsi, l'annulation des Jeux africains a clairement démontré que l'indépendance obtenue par l'Égypte en février 1922 était grossièrement incomplète. En effet, Londres maintenait toujours une présence militaire en Égypte et s'ingèrerait encore dans les affaires politiques, économiques et sportives de son ancien protectorat. Dès lors, la proclamation d'indépendance signée en 1922 comportait de graves atteintes à la souveraineté égyptienne. Les Anglais se réservaient le contrôle de la politique extérieure et de la défense ainsi que de la responsabilité de la protection des intérêts étrangers et des minorités d'Égypte. De fait, les Européens et la communauté grecque d'Angelo Bolanaki étaient largement favorables à l'autorité britannique en Égypte.

3.2 La démission d'Angelo Bolanaki

Malgré ce revers essuyé avec l'annulation des Jeux africains, les Égyptiens ont obtenu de grandes victoires sportives durant les années 1920. La construction du stade moderne d'Alexandrie puis les deux participations successives remarquées aux Jeux olympiques en 1924 puis en 1928, ont permis à l'Égypte de se forger une place de choix sur la scène internationale. Toutefois, la démission de la majorité des membres du Comité olympique égyptien en 1929 a fortement fragilisé la position d'Angelo Bolanaki. Cet acteur majeur du sport en Égypte a été littéralement poussé vers la sortie par les fédérations sportives égyptiennes. En effet, l'Égypte a été de longue date un pays de capitulations, c'est-à-dire que les étrangers de toute nationalité bénéficiaient d'un statut spécial⁵⁵. Au lendemain de l'indépendance acquise en 1922, une classe bourgeoise égyptienne fit son apparition. Celle-ci créa la Banque Misr et joua un rôle important dans le développement de l'économie nationale. Cette banque était devenue un symbole de résistance contre la présence britannique mais sans pour autant exclure les investisseurs étrangers. Graduellement, les citoyens étrangers fortunés perdaient en influence au profit de la nouvelle élite égyptienne.

⁵⁴ Le Miroir égyptien, La triste fin d'un mirifique projet : l'annulation des Jeux africains, février 1929, Archives du CEO : Iers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929.

⁵⁵ BELLET, Charles Maurice, « EN ÉGYPTTE: LA FIN DES TRIBUNAUX MIXTES », *Revue Des Deux Mondes (1829-1971)*, no.19, 1949, p.519.

Dans son article Christian Wacker a mentionné que : « [...] *The Greek in Egypt signed a treaty with Britain to hand over their 'Capitulation' to them. Obviously, the Greeks preferred their communities to be under the control of the British rather than the Egyptian authority* »⁵⁶. Dès lors, le Grec Angelo Bolanaki était davantage perçu comme un membre du CIO en Égypte et non pas comme membre de l'Égypte pour le CIO. Bolanaki n'était donc pas en mesure de posséder la citoyenneté égyptienne. De fait, l'obtention d'une deuxième nationalité en Égypte n'était devenue légale qu'en 1937⁵⁷. Par ailleurs, les fédérations sportives égyptiennes avaient à cœur « d'égyptianiser » les principales institutions sportives du pays qui étaient encore grandement influencées par les citoyens étrangers. Dès lors, un conflit opposa les fédérations sportives égyptiennes à Angelo Bolanaki. Les fédérations sportives égyptiennes souhaitaient voir un Égyptien être nommé membre pour l'Égypte auprès du CIO. De son côté, le Grec Angelo Bolanaki espérait reconstituer le CNO égyptien tout en restant délégué de l'Égypte auprès du CIO. Cet affrontement mena à la non-participation de l'Égypte aux Jeux de Los Angeles de 1932. Plus que jamais, le futur d'Angelo Bolanaki en Égypte semblait définitivement scellé. Le 19 novembre 1932, Angelo Bolanaki s'est entretenu à Lausanne avec le Baron Godefroy de Blonay. Bolanaki a jugé qu'il était atteint à Alexandrie dans ses intérêts privés et s'est vu contraint de donner sa démission de délégué en Égypte. D'autre part, il a remis au CIO une lettre de démission de Nikolaos Politis, qui l'a recommandé comme son successeur en qualité de délégué en Grèce. À l'issue de cet entretien, Bolanaki avait convenu d'envoyer rapidement sa lettre de démission⁵⁸. Le 20 novembre 1932, Godefroy de Blonay informa le président Henri de Baillet Latour des principaux résultats de son entretien avec Bolanaki :

[...] Il est résolu à donner sa démission en Égypte et cela pour des raisons en somme d'ordre privé [...] puisqu'il estime que sa situation à Alexandrie est menacée dans ses intérêts matériels les plus importants. Il ne restait donc qu'à apprécier la valeur des arguments qui militent en faveur de sa nomination possible en Grèce [...] Reste à savoir quelle sera l'attitude de nos collègues du CIO, mais il me paraît impossible qu'ils ne donnent pas, presque tous, leur voix à un collègue qui depuis 22 années a fait des sacrifices constants en vue de la

⁵⁶ WACKER, Christian, « EGYPT GOES OLYMPIC :1914 TO 1932 », *South African Journal for Research in Sport, Physical Education and Recreation*, vol. 39, no. 1-2, 2017, p.165.

⁵⁷ *Ibid.*, p.165.

⁵⁸ Entretien de M. Bolanaki et du Baron de Blonay, le 19 novembre 1932, Archives du CEO : Correspondance et propositions d'Angelo Bolanaki (Égypte – Grèce) : 1910 – 1953.

diffusion en Égypte et même dans toute l'Afrique de l'esprit olympique et de l'application rationnelle de ses idéaux⁵⁹.

Le 21 novembre 1932, Angelo Bolanaki envoya une lettre au président Henri de Baillet Latour pour présenter officiellement sa démission : « Devant les circonstances complexes qui me semblent contraires aux intérêts réels du sport en Égypte, je crois devoir prendre la décision de mettre à votre disposition ma démission comme délégué du CIO en Égypte »⁶⁰. Finalement, le bras de fer ayant opposé Bolanaki aux fédérations nationales sportives d'Égypte s'est soldé par le départ du Grec et la nomination de l'Égyptien Mohamed Taher Pacha. Ce dernier était le candidat idéal pour les fédérations sportives égyptiennes. Dans une lettre envoyée le 18 mai 1934, le président du CIO a annoncé la reprise des relations avec l'Égypte : « J'ai l'honneur de vous faire savoir que vous avez été élu à l'unanimité délégué en Égypte du Comité International Olympique »⁶¹. Le 26 mai 1934, le nouveau délégué Mohamed Taher Pacha répond à la lettre de Baillet Latour en soutenant : « [...] Je m'associe également à vos sentiments concernant la reprise des fonctions de notre Comité Olympique Égyptien, qui sous l'impulsion de son Président, S.A. le Prince Abdel-Moneim, remplira, j'en suis sûr, ici tout son devoir »⁶². Aux Jeux de Berlin de 1936, l'Égypte a enfin effectué son grand retour au sein du Mouvement olympique. Les athlètes égyptiens ont glané cinq médailles olympiques, soit deux médailles d'or, une médaille d'argent et deux médailles de bronze. Ces médailles ont toutes été remportées par les haltérophiles Mohamed Mesbah, Khedr Eltouny, Saleh Soliman, Ibrahim Shams et Wasif Ibrahim⁶³.

Le 23 avril 1936, le roi Fouad Ier est décédé et fut remplacé par son héritier Farouk. En outre, la Deuxième Guerre mondiale empêcha le déroulement de nouvelles éditions des Jeux olympiques. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Égypte remporta cinq médailles olympiques soit deux médailles d'or, deux médailles d'argent et une médaille de bronze, aux Jeux de Londres de 1948. Les haltérophiles Mahmoud Fayad, Ibrahim Shams et Mohamed Atteya ont remporté deux médailles d'or et une médaille d'argent. De plus, les lutteurs Mahmoud Hassan

⁵⁹ Godefroy de Blonay à Henri de Baillet Latour, le 20 novembre 1932, Archives du CEO : Correspondance du CNO d'Égypte : 1914 – 1960.

⁶⁰ Angelo Bolanaki à Henri de Baillet Latour, Paris, le 21 novembre 1932, Archives du CEO : Correspondance et propositions d'Angelo Bolanaki (Égypte – Grèce) : 1910 – 1953.

⁶¹ Henri de Baillet Latour à Mohamed Taher Pacha, Athènes, le 18 mai 1934, Archives du CEO : Correspondance de Mohamed Taher Pacha (Égypte) : 1934 – 1970.

⁶² Mohamed Taher Pacha à Henri de Baillet Latour, Le Caire, le 26 mai 1934, Archives du CEO : Correspondance de Mohamed Taher Pacha (Égypte) : 1934 – 1970.

⁶³ EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years, op.cit.*, p.121-126.

et Ibrahim Oraby ont remporté respectivement une médaille d'argent et une médaille de bronze⁶⁴.

3.3 L'organisation de la première édition des Jeux méditerranéens

En octobre 1951, l'Égypte a eu l'opportunité d'organiser un grand événement sportif avec les premiers Jeux méditerranéens. La ville d'Alexandrie allait enfin accueillir au stade Fouad Ier un événement sportif d'envergure. Après l'échec des candidatures égyptiennes pour les Jeux olympiques de 1916 et de 1936 mais surtout l'annulation des Jeux africains de 1929, les efforts du CNO égyptien et de la ville d'Alexandrie ont finalement été récompensés. Le programme définitif des Jeux était comme suit : athlétisme, aviron, basketball, boxe, escrime, football, gymnastique, lutte, natation, poids et haltères, tir⁶⁵. Plusieurs membres du CIO ont assisté aux Jeux comme Armand Massard, Jean Ketseas, Baron de Guel, Giorgio de Stefani et Albert Mayer. Enfin, en tant que représentant de la Grèce, Angelo Bolanaki était bel et bien présent, prouvant qu'il avait définitivement enterré la hache de guerre avec les instances sportives égyptiennes. Le chancelier Otto Mayer dressa le bilan des Jeux méditerranéens en disant :

[...] Very good organization on the wonderful Stadium Fouad Ist which has been improved since 1951 with a most modern swimming pool and basketball Stadium. If the technical results have not shown much, those Games have at least brought together the Youth of this part of the World in the best spirit and this can be considered as being the greatest success of the Games [...] The whole organization – for which H.E Taher Pacha may be thanked – was built on the Olympic spirit and one had the impression to take part at small Olympic Games⁶⁶.

En conclusion, Angelo Bolanaki a joué un rôle primordial dans la création du Comité national olympique égyptien. De plus, ce dernier a été l'un des artisans du projet de construction du stade moderne d'Alexandrie. Malgré la présence ininterrompue de l'envahisseur britannique, l'Égypte a su utiliser le sport à son avantage et réaliser de grandes victoires olympiques, surtout durant les Jeux de Paris et ceux d'Amsterdam. Parallèlement, l'indépendance incomplète obtenue par les Égyptiens en février 1922 n'a fait qu'attiser les

⁶⁴ *Ibid.*, p.127-133.

⁶⁵ Ahmed Touny, Le Caire, Archives du CEO : 1ers Jeux Méditerranéens, Alexandrie 1951 : correspondance, rapports et programme : 1951.

⁶⁶ Otto Mayer, Archives du CEO : 1ers Jeux Méditerranéens, Alexandrie 1951 : correspondance, rapports et programme : 1951.

convoitises des Anglais. En effet, Londres nourrissait de grandes ambitions impériales. Dès lors, l'Angleterre souhaitait maintenir son contrôle sur l'Égypte mais aussi sur de vastes territoires en Afrique et en Orient. Ainsi, l'annulation des Jeux africains en 1929 a révélé l'ingérence britannique dans les affaires politiques, économiques et sportives de l'Égypte. La création de la Banque Misr puis la démission d'Angelo Bolanaki en 1932 ont démontré que les Égyptiens souhaitaient « égyptianiser » des secteurs clés comme l'économie et le sport. Sur le plan politique, le régime décadent du roi Farouk était accusé par la population locale de complaisance avec les Britanniques. Son débouloonnement en juillet 1952 a permis à son successeur Gamal Abdel Nasser, de parachever la révolution nationaliste égyptienne initiée quelques décennies plus tôt par Orabi Pacha puis Saad Zaghloul.

CHAPITRE IV – L'OLYMPISME ÉGYPTIEN SOUS LE RÈGNE DU LEADER GAMAL ABDEL NASSER (1953 – 1970)

1. DE LA PREMIÈRE ÉDITION DES JEUX PANARABES À LA CRISE DU CANAL DE SUEZ (1953 – 1956)

1.1 La chute de la monarchie égyptienne et l'arrivée du chef charismatique Nasser

Le 23 juillet 1952, les « Officiers libres » ont destitué le roi Farouk et étaient logiquement devenus les nouveaux maîtres de l'Égypte. Le monarque égyptien est parti en exil et laissa sa place au nouvel homme fort du pays, le colonel Nasser. Ainsi, la dynastie centenaire de Méhémet Ali s'est écroulée au profit de la naissante République d'Égypte. La modernisation de la société égyptienne et l'instauration de la justice sociale étaient les principaux objectifs de Nasser. Pour garantir une redistribution équitable des richesses, l'Égypte a mis au point un plan national de développement industriel et agricole. Dès lors, la construction du haut barrage sur le Nil (le fameux barrage d'Assouan) était devenue une nécessité. Parallèlement, les ambitions politiques et socioéconomiques de Nasser l'ont automatiquement conduit à un affrontement frontal avec les forces réactionnaires locales (la confrérie des Frères musulmans) et les puissances mondiales dominantes (les États-Unis, l'Angleterre et la France).

Pour s'affranchir de l'asservissement économique et politique étranger, Nasser avait compris que l'Égypte devait lutter pour arracher sa souveraineté. Du point de vue égyptien, le départ des troupes britanniques et la nationalisation du canal de Suez étaient les seuls préalables à l'indépendance égyptienne. Aux niveaux régional et international, Nasser s'est attelé à soutenir les mouvements de libération dans le monde arabe et le tiers-monde. De plus, il a dirigé aux côtés du Yougoslave Tito et de l'Indien Nehru, le mouvement du non-alignement. En effet, la conférence de Bandoeng organisée en avril 1955 visait à donner une voix aux pays les moins puissants. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la pression internationale s'accroissait pour l'alignement sur le bloc occidental ou le bloc de l'Est.

Considéré comme une troisième voie possible entre le capitalisme et le communisme, le nationalisme arabe a été le fer de lance de la doctrine de non-alignement. De plus, cette idéologie a été un facteur de libération contre le colonialisme ottoman, britannique et français. Dès lors, le nationalisme arabe a été incarné par le nassérisme et le Baas. Malgré les divergences

criantes entre les deux courants, le panarabisme laïque s'est imposé comme l'unique alternative à l'islamisme qui fut un adversaire féroce des régimes panarabes⁶⁷.

1.2 L'organisation de la première édition des Jeux panarabes à Alexandrie

Les Jeux panarabes ont été établis à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. En effet, les pays arabes se sont graduellement affranchis des puissances impériales et sont parvenus à obtenir leur indépendance durant les années 1940 et 1950. En effet, les Arabes constataient que les puissances coloniales avaient affaibli le monde arabe et morcelé ses territoires. Aussi, les chancelleries occidentales avaient failli à leur promesse de faciliter la création d'une nation arabe unifiée après la Grande Guerre. Dès lors, le panarabisme s'était donné pour mission d'unifier les peuples arabes et défendre leur identité commune. Ainsi, l'établissement des Jeux panarabes reflétait cette idée d'unité. Ces Jeux ont donc joué un rôle dans le renforcement des courants nationalistes arabes et dans la suppression des frontières coloniales tracées par les puissances étrangères.

Le sept octobre 1944, cinq pays arabes (l'Égypte, l'Iraq, la Syrie, la Transjordanie et le Liban) se sont réunis à Alexandrie pour réfléchir à la création d'une organisation censée défendre les intérêts de la nation arabe. Dès lors, « le protocole d'Alexandrie » a reconnu le Liban comme un État indépendant et a insisté sur l'arabité de la Palestine et sur la justesse de sa cause. Le 22 mars 1945, la Ligue arabe fut créée grâce aux efforts de ses sept membres fondateurs indépendants (l'Égypte, l'Iraq, la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Yémen, la Transjordanie et le Liban). L'Égyptien Abdul Rahman Hassan Azzam est devenu le premier secrétaire général de cette puissante organisation régionale, basée au Caire. En 1947, Azzam a envoyé un mémorandum à la Ligue arabe pour appeler à l'organisation de compétitions sportives dans la région :

*There is no doubt that gathering the Arab youth every year is the best way for acquaintance, harmony and invitation to the spiritual unity in accordance with the second article of the Arab League charter [...] It is the best way to link the youth of Arab States and enable them to build the Arab nation's future*⁶⁸.

En 1953, le secrétaire général du CNO égyptien, Ahmed Touny a officiellement proposé l'établissement des Jeux panarabes aux États arabes. Le neuf avril 1953, il rédigea une lettre au Conseil de la Ligue arabe qui approuva son idée. Le Conseil de la Ligue arabe offrit 25.000

⁶⁷ MARMIN, Michel. *Nasser, op.cit.*, p. 2-8.

⁶⁸ HENRIQUE, Luis et GERBER, Hans-Dieter, « The Arab Games : Establishment and Role (1953 – 1965) », *Journal of Olympic history*, vol. 19, no. 3, 2011, p.7.

livres égyptiennes à l'Égypte qui fut chargée d'accueillir à Alexandrie la première édition des Jeux panarabes. Parallèlement, le CIO voulait s'assurer que tous les Jeux régionaux n'étaient aucunement politisés et que l'usage des symboles olympiques était protégé. Dans une lettre envoyée le six août 1953, Ahmed Touny a informé le chancelier Otto Mayer du bon déroulement des Jeux :

[...] Nous avons l'honneur de vous informer que le Comité Organisateur des 1ers. Jeux Arabes n'a jamais fait l'usage du terme et insigne "Olympique" dans tous les procédés de ces Jeux : partant, il n'y en a aucune usurpation abusive ou illégale [...] Pour votre gouverne, je vous cite ci-dessous les noms des Pays qui ont été invités pour participer dans ces Jeux : - l'Égypte – Indonésie – Inde – Irak – Iran – Kuweit – Liban – Lybie – Pakistan – Palestine – Syrie – Transjordanie. On peut donc en conclure que l'idée d'une manifestation sportive raciale est exclue⁶⁹.

Dans sa lettre envoyée au chancelier Otto Mayer le premier septembre 1953, le Libanais Gabriel Gemayel (membre du CIO pour le Liban) affirma :

Je viens de rentrer d'Égypte où j'ai assisté aux 1ers Jeux Arabes. L'organisation est loin d'être parfaite, a réussi quand même à mener à bien une entreprise délicate [...] Les jeux, l'organisation et le développement de cette manifestation sportive se sont déroulés en sauvegardant tous les droits olympiques. À aucun moment les emblèmes ou les termes olympiques, n'ont été employés ou même évoqués. Il a été décidé de confier les prochains jeux en 1957 au Liban⁷⁰.

Si les symboles olympiques étaient protégés, la politisation des Jeux panarabes de 1953 était pourtant évidente. En effet, la participation de l'Indonésie témoignait des relations politiques privilégiées qu'entretenait ce pays avec l'Égypte. Tout comme Nasser, le président indonésien Sukarno a combattu le colonialisme et a opté pour le maintien d'une position neutre durant la Guerre froide. Parmi les pays non arabes invités, l'Iran, le Pakistan et l'Inde étaient aux abonnés absents. Dès lors, la participation de l'Indonésie était censée prouver au CIO que ces Jeux n'étaient pas une manifestation sportive raciale. Enfin, la première édition des Jeux panarabes a rassemblé neuf pays et environ 455 athlètes. Le programme des Jeux était donc le suivant : athlétisme, basketball, boxe, escrime, football, gymnastique, tir, natation, haltérophilie

⁶⁹ Ahmed Touny à Otto Mayer, Le Caire, le 6 août 1953, Archives du CEO : Jeux panarabes (Jeux arabes) : 1^{ère} édition à Alexandrie (Égypte) : 1953.

⁷⁰ Gabriel Gemayel à Otto Mayer, Beyrouth, le 1er septembre 1953, Archives du CEO : Jeux panarabes (Jeux arabes) : 1^{ère} édition à Alexandrie (Égypte) : 1953.

et lutte. Ainsi, grâce à ses succès passés aux Jeux olympiques, l'Égypte a nettement dominé cette première édition Jeux panarabes en raflant 136 médailles⁷¹.

La deuxième célébration des Jeux panarabes s'est déroulée à Beyrouth du 12 au 27 octobre 1957 et a eu un succès considérable. Après avoir participé aux Jeux de la jeunesse de Moscou, l'Égypte n'a pas figuré dans cette deuxième édition des Jeux panarabes. Toutefois, la Tunisie et le Maroc ont participé pour la première fois aux Jeux panarabes depuis l'indépendance acquise par ces deux pays en 1956. En effet, les débuts olympiques de ces deux nations du Maghreb étaient aussi prévus à Rome en 1960. Dans l'ensemble, les performances des athlètes arabes ont été remarqués lors de cette deuxième édition des Jeux panarabes. En effet, six nations sur neuf prenant part aux Jeux ont réussi à remporter une médaille d'or. Dès lors, les pays arabes ont réalisé de grands progrès sportifs⁷². Enfin, la troisième édition des Jeux méditerranéens était aussi prévue à Beyrouth en 1959.

Perçu comme un « corps étranger » au sein du monde arabe, l'État hébreu créé en 1948 s'est retrouvé littéralement assiégé régionalement. En effet, les Jeux panarabes ont renforcé les sentiments d'unité et de fraternité parmi les pays arabes. De plus, la cause palestinienne était placée au cœur de la politique étrangère des régimes nationalistes arabes, principalement égyptien et syrien. Dès lors, Israël ne pouvait évidemment pas prendre part aux Jeux panarabes. De plus, Israël ne pouvait pas non plus participer aux Jeux méditerranéens, puisque la majorité des pays arabes méditerranéens refusaient son adhésion au sein du CIJM (Comité international des Jeux méditerranéens).

Dans une lettre envoyée au président Avery Brundage le 19 septembre 1957, Gabriel Gemayel a évoqué la non invitation d'Israël aux Jeux méditerranéens de 1959 :

[...] Comme je vous l'ai expliqué lors de notre rencontre à Évian et comme je l'ai écrit à notre Chancelier, le Liban ne peut inviter Israël pour des raisons de force majeure indiscutables. Tous les pays Arabes restent en état de guerre avec Israël. Tous les jours, il y a des incidents de frontières et la Force de Police de l'O.N.U. est toujours là pour faire respecter le "cessez-le-feu"⁷³.

1.3 Les Jeux de Melbourne et la crise du canal de Suez

⁷¹ HENRIQUE, Luis et GERBER, Hans-Dieter, « The Arab Games : Establishment and Role (1953 – 1965) », *op.cit.*, p.4-12.

⁷² Comité international olympique : Succès des 2èmes Jeux Panarabes, 1957, Archives du CEO : Jeux panarabes (Jeux arabes) : 2^{ème} édition à Beyrouth (Liban) : 1957.

⁷³ Gabriel Gemayel à Avery Brundage, Beyrouth, le 19 septembre 1957, Archives du CEO : Jeux panarabes (Jeux arabes) : 2^{ème} édition à Beyrouth (Liban) : 1957.

Le 26 juillet 1956, Nasser prononça un discours devant 250.000 Égyptiens qui s'étaient rassemblés à Alexandrie pour célébrer la fin de la monarchie. Face à cette foule exaltée, Nasser annonça la nationalisation du canal de Suez et la fin des humiliations subies par l'Égypte depuis 1882. Ainsi, l'Égypte était parvenue à retrouver sa pleine souveraineté en nationalisant ce canal, véritable symbole de l'impérialisme européen. Sans surprise, le geste de l'Égypte a provoqué l'ire de la France et de la Grande-Bretagne qui se sentaient particulièrement lésées. En effet, ces deux nations étaient toujours les actionnaires majoritaires de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez. Dans son discours du 26 juillet 1956, Nasser affirma, à juste titre, que le khédiva Ismaël fut contraint de vendre sa part dans la Compagnie. Sa décision avait alors précipité l'occupation de l'Égypte par la Grande-Bretagne en 1882. Dès lors, il était inconcevable pour les Égyptiens de commettre deux fois la même erreur. Ainsi, l'Égypte était restée campée sur sa position poussant les Anglais et les Français à privilégier une solution militaire. Dans la nuit du 29 au 30 octobre 1956, l'armée israélienne a déclenché une offensive terrestre pour s'assurer du contrôle du Sinaï et de la bande de Gaza. Le premier novembre 1956, les Anglais et les Français ont conjointement lancé l'opération Mousquetaire.

La puissance de feu déployée par les agresseurs a facilité l'occupation du Sinaï et mené au repli des forces armées égyptiennes vers le canal de Suez. Après huit jours de combat, les Égyptiens ont essuyé de lourdes pertes militaires et civiles en comptant plus de 6000 morts ou blessés. Sur la scène internationale, le président américain Dwight Eisenhower a condamné sévèrement cette intervention militaire. De son côté, le chef d'État soviétique Nikolai Boulganine menaçait d'utiliser l'arme atomique si l'agression n'était pas stoppée. Si la crise du canal de Suez a entraîné la fureur des deux superpuissances, l'attaque tripartite a fortement affaibli la position de la Grande-Bretagne et celle de la France sur l'échiquier politique international.

Confronté à une opinion publique hostile et à un effondrement de la livre, le premier ministre britannique Anthony Eden a préféré faire marche arrière. Son fidèle allié, le chef du gouvernement français Guy Mollet, s'est aussi rétracté sous la pression internationale. Dès lors, une paix fragile a été instaurée suite à l'introduction d'un cessez-le-feu. En pratiquant une politique de la terre brûlée, les forces israéliennes se sont graduellement retirées du territoire égyptien. Pour maintenir la paix, les premiers Casques bleus de l'Histoire ont pris la relève des troupes franco-britanniques sur le canal de Suez. Enfin, la crise s'est définitivement achevée le 24 avril 1957 avec la réouverture du canal au trafic maritime et le retrait total de l'armée israélienne.

Sur le plan intérieur, la crise de Suez a eu deux conséquences majeures. Tout d'abord, les communautés étrangères ont été expulsées par le gouvernement égyptien. En effet, les biens et entreprises des citoyens français et britanniques ont été saisis sans tarder. Parallèlement, la communauté juive d'Égypte comptait environ 75.000 membres au sortir de la Deuxième guerre mondiale. Cette crise a entraîné un départ massif d'environ 20.000 juifs d'Égypte. Dans cette atmosphère délétère, les autres communautés étrangères ont aussi préféré quitter le pays. La deuxième conséquence de la crise de Suez est le triomphe de Nasser. En assistant à la conférence de Bandoeng en avril 1955 puis en nationalisant le canal de Suez en juillet 1956, Nasser a ouvertement défié les forces impérialistes. Aux yeux du peuple égyptien, le colonel Nasser a pris définitivement la stature de *za'im*⁷⁴. Hors d'Égypte, les Arabes se sont enflammés pour ce héros qui a porté très haut l'étendard de l'arabisme. Sans le moindre doute, Nasser était alors devenu le nouveau leader incontestable du monde arabe. Finalement, Nasser était clairement conscient que sa victoire politique obtenue face à l'Occident allait rapidement dépasser le cercle arabe. Très vite, il développa des liens étroits avec les mouvements africains de lutte pour l'indépendance nationale et il était naturellement devenu l'icône de leur combat⁷⁵.

Quelques jours avant le début des Jeux de Melbourne, deux crises internationales majeures ont éclaté. La première renvoie à l'opération militaire de la France et de la Grande-Bretagne lancée en Égypte et la deuxième concerne l'invasion soviétique de la Hongrie. Pour la première fois depuis 1896, un pays de l'hémisphère Sud s'est vu offrir l'opportunité d'organiser une édition des Jeux olympiques. Considérée comme une région stable et prospère, l'Océanie était le choix idéal pour tenir à l'écart les grands événements sportifs des turbulences politiques internationales liées à la Guerre froide.

Le déclenchement simultané de ces deux crises globales a fortement pénalisé le déroulement des Jeux de Melbourne. Dans le dos de Washington, les Anglais et les Français, avec la complicité des Israéliens, souhaitent prendre le contrôle du canal de Suez et renverser Nasser. Parallèlement, les Soviétiques avaient écrasé les révolutionnaires hongrois dans le but de pérenniser leur contrôle sur toute l'Europe de l'Est. Si les Soviétiques étaient parvenus à mater le soulèvement et à maintenir le rideau de fer, les États-Unis et l'Union soviétique ont néanmoins forcé l'Angleterre et la France à cesser leur opération militaire en Égypte.

Dès lors, le succès politique acquis par Nasser en novembre 1956 a été l'un des précurseurs de la Détente. Ainsi, l'Égypte, l'Irak et le Liban ont boycotté les Jeux de Melbourne

⁷⁴ « *za'im* » est un mot arabe qui signifie « leader » ou « chef ».

⁷⁵ De GAYFFIER-BONNEVILLE, Anne-Claire, *Histoire de l'Égypte moderne : l'éveil d'une nation (XIX-XXIe siècle)*, Paris, Flammarion, p.332-341.

pour protester contre l'attaque tripartite. Parallèlement, l'Espagne, les Pays-Bas et la Suisse ont boycotté les Jeux pour condamner l'intervention soviétique en Hongrie. Enfin, le boycott des Jeux de Melbourne par des pays membres de la Ligue arabe et des pays d'Europe de l'Ouest a démontré la politisation de plus en plus évidente des Jeux olympiques⁷⁶.

2. DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE À LA GUERRE DES SIX JOURS (1958-1967)

2.1 L'union de l'Égypte et de la Syrie puis la participation de la RAU aux Jeux de Rome

En 1958, Nasser était au sommet de sa gloire. Après sa victoire politique obtenue contre les puissances hégémoniques à l'automne 1956, le leader égyptien souhaitait se focaliser sur l'unification de la nation arabe. De son point de vue, la libération de la Palestine était subordonnée au parachèvement de l'unité arabe. En effet, la lutte contre l'impérialisme et la cause palestinienne étaient des thématiques très présentes dans les discours du président égyptien. L'occupation du Sinaï par Israël en 1956 était vécue comme un véritable traumatisme national. En effet, les Égyptiens redoutaient d'être contraints de quitter leur terre à l'instar des Palestiniens en 1948.

Parallèlement, la montée du parti Baas en Syrie durant les années 1950 a facilité le rapprochement entre l'Égypte et le pouvoir syrien. Tout comme Nasser, cette nouvelle force politique aspirait à réformer le monde arabe et défendait farouchement les idéaux panarabes. Dès 1955, les deux pays ont signé une alliance militaire. Lorsque la crise de Suez a éclaté en octobre 1956, Damas était l'une des rares capitales arabes à avoir ouvertement soutenu Le Caire. De son côté, la Syrie vivait un contexte politique difficile à la fin des années 1950. En effet, les autorités syriennes redoutaient une prise de pouvoir par les communistes.

Face aux menaces atlantiste et communiste, les Égyptiens et les Syriens ont décidé d'agir rapidement. Le premier février 1958, le président syrien Choukri al-Kouatli et le président égyptien Gamal Abdel Nasser ont signé l'acte de naissance de la République arabe unie. Trois semaines plus tard, la fusion entre ces deux États a conduit à une retentissante victoire de Nasser. Par la voie d'un référendum, les citoyens des deux pays ont entériné l'union avec plus de 99 % des suffrages exprimés. Enfin, l'union entre l'Égypte et la Syrie était politique, économique mais aussi sportive⁷⁷.

⁷⁶ MONNIN, Éric et RENAUD, David, « The Melbourne Olympic Games in the context of the International Tensions of 1956 », *The International Journal of the History of Sport*, vol. 17, no. 3, 2009, p.36-38.

⁷⁷ BARON, Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2014, p.145-147.

Dans une lettre envoyée le sept avril 1960 au chancelier Otto Mayer, le secrétaire général du CNO égyptien Ahmed Touny a annoncé :

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la suite de l'avènement de la République Arabe Unie, les deux Comités Olympiques, Égyptien et Syrien ont été fusionnés en un seul comité dénommé le COMITÉ OLYMPIQUE DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE. Dans sa séance du 18 mars écoulé, l'Assemblée Générale des Fédérations sportives a procédé à l'élection du Conseil d'Administration du premier Comité olympique de la R.A.U [...] ⁷⁸.

Après avoir été câblé par Otto Mayer, le président du CIO Avery Brundage, a répondu à Ahmed Touny en affirmant :

Needless to say I was delighted to receive your cablegram stating that the Egyptian and Syrian Olympic Committees have united into a new Arab Republic Committee, with you as the Honorary Secretary. With your great experience and knowledge of Olympic principles and ideals, I am sure that the new Committee will have a bright future and I send my best wishes for success in your program [...] ⁷⁹.

À son tour, le chancelier Otto Mayer a notifié le secrétaire général des Jeux de Rome, Marcello Garroni, de la fusion des deux pays en disant :

Par la présente, je vous informe que les Comités Olympiques d'Égypte et de Syrie ont fusionné pour ne former qu'un seul Comité dénommé Comité de la République arabe Unie [...] Nous vous prions de bien vouloir prendre note que c'est sous ce nom que les athlètes égyptiens et syriens participeront aux Jeux de la XVII Olympiade à Rome. Je vous prie en conséquence de bien vouloir supprimer les participations des Comités individuels d'Égypte et de Syrie ⁸⁰.

Durant l'été 1960, la RAU a participé pour la première fois aux Jeux olympiques. En rassemblant des athlètes égyptiens et syriens, la RAU a décroché seulement deux médailles olympiques soit une médaille d'argent et une médaille de bronze lors des Jeux de Rome. Avant le début des Jeux, Ahmed Touny a été élu délégué de l'Égypte auprès du CIO. En effet, son prédécesseur Mohamed Taher Pacha a été nommé vice-président du Comité international

⁷⁸ Ahmed Touny à Otto Mayer, Le Caire, le 7 avril 1960, Archives du CEO : Correspondance du CNO de la République Arabe Unie : 1960 – 1971.

⁷⁹ Avery Brundage à Ahmed Touny, Chicago, le 12 avril 1960, Archives du CEO : Correspondance du CNO de la République Arabe Unie : 1960 – 1971.

⁸⁰ Otto Mayer à Marcello Garroni, Lausanne, le 19 avril 1960, Archives du CEO : Correspondance du CNO de la République Arabe Unie : 1960 – 1971.

olympique. Durant les Jeux de Rome, la RAU a pris part aux épreuves suivantes : athlétisme, équitation, boxe, plongeon, escrime, football, gymnastique, aviron, tir, water-polo, haltérophilie et lutte⁸¹. Une année plus tard, la RAU a participé à la troisième édition des Jeux panarabes à Casablanca. Enfin, grâce à ses athlètes égyptiens, la RAU a dominé cette édition des Jeux panarabes en totalisant 109 médailles⁸².

2.2 La sécession de la Syrie et la fin de la RAU

Les communistes et les baasistes syriens ont fini par rejeter la République arabe unie. En effet, le parti de l'Union nationale était devenu le nouveau parti unique de la république. Donc, tous les partis politiques ont été dissous, de gré ou de force. L'hégémonie de Nasser et sa personnalité écrasante ont étouffé la Syrie. Puisque Le Caire abritait le siège de la Ligue arabe, Nasser comptait bien imposer sa domination sur le reste des pays arabes. De fait, le président égyptien s'est montré très méfiant envers la classe politique syrienne. En effet, il a chargé le ministre de l'intérieur dans le gouvernement de la RAU, Abdel Hamid Sarraj, d'écarter toute personne susceptible de lui mettre des bâtons dans les roues.

Durant l'été 1958, Nasser décida de mener une épuration dans les rangs de l'armée syrienne. Quelques 600 officiers baasistes qui constituaient un foyer de résistance ont été envoyés en Égypte. En décembre 1959, les cinq ministres baasistes ont quitté le gouvernement de la RAU forçant le Baas à entrer dans la clandestinité. Initialement, les baasistes ont soutenu la formation de la République arabe unie et croyaient naïvement que celle-ci allait être menée selon les principes panarabes. Irréversiblement, cette rupture a fait perdre à Nasser ses derniers alliés politiques en Syrie.

Ainsi, un régime autoritaire a été mis sur pied en Syrie. L'homme de confiance de Nasser, Abdel Hamid Sarraj, fut chargé de mettre en place la structure policière requise. Dès lors, une vague d'arrestations et d'emprisonnements s'est abattue sur les Syriens. Parallèlement, la classe bourgeoise syrienne et les propriétaires terriens critiquaient fortement les mesures économiques socialistes décidées au Caire. De plus, la concurrence déloyale des produits égyptiens impactait négativement l'économie syrienne. Confrontée à une grande sécheresse et à une crise économique suffocante, la Syrie s'appêtait à faire sauter la République arabe unie. Enfin, le 28 septembre 1961, un coup d'état organisé par des officiers à Damas a mis fin à l'union entre les deux pays⁸³.

⁸¹ EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years, op.cit.*, p.140.

⁸² HENRIQUE, Luis et GERBER, Hans-Dieter, « The Arab Games : Establishment and Role (1953 – 1965) », *op.cit.*, p.15.

⁸³ BARON, Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours, op.cit.*, p.149-152.

L'échec de la RAU a été un revers difficile à encaisser pour Nasser. Toutefois, le leader égyptien a accepté à contrecœur la fin de l'union et évita de provoquer un bain de sang au Levant. En fin de compte, la gestion sociopolitique de la République arabe unie s'est avérée bien trop complexe. En effet, les Syriens souhaitaient conserver une souveraineté chèrement acquise face à l'occupation française. De leur côté, les dirigeants égyptiens s'étaient montrés arrogants après leur grande victoire politique obtenue durant la crise de Suez. La dissolution des partis politiques et l'emprisonnement des voix dissidentes ont irrémédiablement affaibli la mainmise politique de Nasser sur la Syrie. Malgré ce camouflet, Nasser jouissait toujours d'un prestige sans égal sur la scène arabe. Le leader égyptien ne s'est pas opposé au retour de la Syrie à l'ONU et à la Ligue arabe. Pourtant, il a décidé de maintenir la République arabe unie, son drapeau et son hymne. Ainsi, la fin de la RAU a signalé la séparation définitive des CNO égyptien et syrien. En 1965, l'Égypte a accueilli la quatrième édition des Jeux panarabes. Comme lors des Jeux de 1953, les dirigeants égyptiens voulaient démontrer la puissance de l'Égypte et sa capacité à cimenter l'unité des Arabes. Dès lors, la première participation de l'Algérie indépendante aux Jeux panarabes témoignait de cette homogénéité arabe. Parallèlement, l'Indonésie a signé son retour aux Jeux panarabes. Pour avoir organisé les Jeux des nouvelles forces émergentes (GANFO) en 1962, l'Indonésie a été exclue du Mouvement olympique par le CIO. La Ligue arabe s'était montrée solidaire de l'Indonésie et a même menacé de boycotter les Jeux de Tokyo si Jakarta n'était pas réintroduite. Enfin, l'Égypte a dominé les Jeux panarabes du Caire de 1965 en récoltant 140 médailles. Aux Jeux de Tokyo, l'Égypte n'a remporté aucune médaille olympique. Cependant, l'équipe égyptienne de football a fini à la quatrième place pour la deuxième fois de son histoire⁸⁴.

2.3 La déroute des armées arabes lors de la guerre des Six jours

Le cinq juin 1967, l'armée de l'air israélienne a lancé une attaque surprise sur l'Égypte. Très vite, les bombardiers de Tsahal ont détruit les avions au sol, les aéroports, les stations radars et les batteries aériennes de l'armée égyptienne. Conjointement, une attaque terrestre a été lancée permettant aux Israéliens de conquérir rapidement le Sinaï et la bande de Gaza. Parallèlement, Israël a réussi à occuper Jérusalem-Est, la Cisjordanie et le Golan syrien. Le monde arabe a été abasourdi par cette cuisante défaite. L'occupation du Sinaï signifiait pour l'Égypte la perte de ses champs pétrolifères et la fermeture du canal de Suez au trafic maritime. Les pertes militaires et économiques de l'Égypte étaient clairement démesurées. Les

⁸⁴ HENRIQUE, Luis et GERBER, Hans-Dieter, « The Arab Games : Establishment and Role (1953 – 1965) », *op.cit.*, p.16.

événements de cet épisode clé de l'histoire contemporaine du monde arabe est connu sous le nom de *Naksa*⁸⁵. En plus des 10.000 soldats morts au combat, l'armée égyptienne a été décimée par la perte de 860 chars et 340 avions. Nasser savait que son régime était fortement fragilisé. Toutefois, le leader égyptien amorça la reconstruction de l'Égypte et concentra ses efforts sur la restitution du Sinaï et le règlement du conflit israélo-arabe⁸⁶.

Pour conclure, Nasser a fait de son pays une force régionale majeure. Inévitablement, le leader égyptien a réussi à mettre fin à l'occupation britannique de l'Égypte. Après la nationalisation du canal de Suez en juillet 1956, les Égyptiens avaient enfin arraché une indépendance territoriale, politique et économique totale. En tant que chef d'État, le colonel Nasser avait inébranlablement soutenu l'affranchissement du monde arabe et rejeté l'ingérence étrangère dans ses affaires. En 1953, l'organisation au Caire, de la première édition des Jeux panarabes avait pour but de renforcer l'homogénéité des nations arabes. Parallèlement, la nationalisation du canal de Suez a poussé les puissances coloniales (l'Angleterre, la France et Israël) à attaquer l'Égypte. Toutefois, les Soviétiques et les Américains avaient forcé la mise en place d'un cessez-le-feu actant la victoire politique de l'Égypte. Ce triomphe avait permis à Nasser de devenir le chef incontestable du monde arabe et un symbole du tiers-monde. Dès 1958, l'Égypte et la Syrie se sont unies pour ne former qu'un seul État, la République arabe unie. Cette union a conduit à la fusion des CNO égyptien et syrien. Or, la RAU a participé uniquement aux Jeux de Rome de 1960 et aux Jeux panarabes de Casablanca en 1961. La RAU a finalement été dissoute trois années après sa création. Néanmoins, l'Égypte a maintenu le nom, l'hymne et le drapeau de la RAU jusqu'en 1971. De plus, la guerre des Six jours a asséné un coup fatal aux armées arabes et au prestige de Nasser. En effet, Israël a illégalement occupé des pans entiers des territoires arabes. Enfin, le leader Nasser s'est éteint le 28 septembre 1970 et fut succédé par Anouar el-Sadate qui a drastiquement chamboulé la facette politique de l'Égypte.

⁸⁵ Le terme arabe de « *Naksa* » signifie « revers ».

⁸⁶ De GAYFFIER-BONNEVILLE, Anne-Claire, *Histoire de l'Égypte moderne : l'éveil d'une nation (XIX-XXIe siècle)*, *op.cit.*, p.374-381.

CHAPITRE V – L'OLYMPISME ÉGYPTIEN DURANT LA PRÉSIDENTENCE DE ANOUAR EL-SADATE (1970 – 1981)

1. DU BOYCOTT DES JEUX DE MUNICH À LA GUERRE D'OCTOBRE (1972 – 1973)

1.1 La disparition du leader Nasser et l'arrivée au pouvoir de Anouar el-Sadate

À la mort de Nasser en septembre 1970, le vice-président Anouar el-Sadate a été soudainement propulsé au pouvoir. D'abord, il a assuré l'intérim avant la tenue de nouvelles élections. Conformément à la constitution égyptienne, le parlement s'était réuni et avait désigné Anouar el-Sadate comme le nouveau président de la République arabe unie. Les Égyptiens avaient massivement confirmé ce choix puisqu'il a été plébiscité à 90.04 % des suffrages exprimés. En effet, Anouar el-Sadate faisait partie du « Mouvement des Officiers libres ».

Il était le compagnon de route de Nasser et l'un des militaires ayant joué un rôle décisif dans la chute de la monarchie égyptienne en 1952. Après avoir exprimé une grande dévotion à l'égard de son prédécesseur, el-Sadate s'est graduellement démarqué des idéaux de Nasser. Il dénonça la dérive autoritaire de l'ancien régime et proclama le retour de l'État de droit. Aussi, il fit libérer des centaines de prisonniers politiques dont de nombreux militants des Frères musulmans. Avec la libération d'opposants islamistes, le nouveau président espérait apparaître comme un libéral tout en déstabilisant l'aile gauche nassérienne et pro-soviétique de son propre régime.

En matière de politique étrangère, el-Sadate voulait renouer les liens avec Washington. En effet, les relations diplomatiques avec les États-Unis étaient rompues depuis la défaite militaire de juin 1967. Si Anouar el-Sadate a prolongé le cessez-le-feu avec Israël, le président égyptien n'était pas favorable au *statu quo* et voulait impérativement restituer le Sinaï. Le 18 juillet 1972, el-Sadate avait ordonné le départ des 15.000 conseillers militaires soviétiques stationnés en Égypte. Cette décision visait à mettre la pression sur l'Union soviétique pour qu'elle fournisse des armes sophistiquées à l'armée égyptienne. Au même moment, Moscou et Washington ne voulaient certainement pas mettre en péril leur politique d'apaisement avec le déclenchement d'une nouvelle crise au Proche-Orient⁸⁷. Enfin, n'ayant ni le charisme ni la

⁸⁷ *Ibid.*, p.389-395.

stature de son prédécesseur, Anouar el-Sadate a rompu avec le panarabisme pour signaler un retour à « l'égyptianité »⁸⁸.

Le dauphin de Nasser comprit très vite que la renaissance politique, sociale et économique de l'Égypte passait préalablement par le règlement du conflit israélo-arabe et la restitution des territoires occupés. Dans une lettre envoyée au CIO par le secrétaire général du CNO égyptien, Abd el Aziz Elshafei, celui-ci déclara : « J'ai l'honneur de vous communiquer qu'à partir de la date du 6 septembre 1971, la dénomination du Comité Olympique de la République Arabe Unie a été modifiée comme suit : En Langue Française : COMITÉ OLYMPIQUE ÉGYPTIEN [...] »⁸⁹. Ainsi, le CNO égyptien a repris son ancienne appellation qui a été modifiée à la suite de la proclamation de la RAU en 1958.

1.2 Le retrait de l'Égypte des Jeux de Munich

Si les Jeux de Berlin de 1936 étaient marqués par la propagande nazie, les Jeux de Munich ont été endeuillés par l'attaque du groupe palestinien « Septembre noir ». En effet, huit assaillants palestiniens se sont infiltrés dans le village olympique et ont assassiné deux athlètes israéliens. De plus, neuf membres de la délégation israélienne furent retenus en otage. Cette attaque s'est finalement soldée par la mort de 11 athlètes israéliens, cinq commandos palestiniens et un policier allemand. Ainsi, l'attaque de Munich s'est avérée payante pour les groupes armés palestiniens. Du point de vue de ces organisations, les Jeux olympiques pouvaient permettre une médiatisation accrue de la cause palestinienne.

La lourde défaite des armées arabes en juin 1967, l'expulsion par Israël de centaines de milliers de Palestiniens de la Cisjordanie et le décès du leader nationaliste Nasser ont radicalisé certaines factions armées palestiniennes. À la suite de ces attaques, Avery Brundage déclara : « *It is a sorrowful fact in our imperfect world that the greater and more important the Olympic Games become, the more they become the victim of economic, political, and now criminal pressure* »⁹⁰. Enfin, l'Égypte a initialement participé aux épreuves de boxe, lutte, athlétisme, natation et basketball. Face à la dégradation de la sécurité des athlètes, les Égyptiens avaient rapidement abandonner les Jeux⁹¹.

⁸⁸ RONDOT, Philippe, « Égyptianité et panarabisme », *Institut Français des Relations Internationales*, vol. 46, no. 4, 1981, p.819.

⁸⁹ Abd el Aziz Elshafei au Comité international olympique, Le Caire, le 7 septembre 1971, Archives du CEO : Correspondance du CNO de la République Arabe Unie : 1960 – 1971.

⁹⁰ KENNELLY, Millicent et TOOHEY, Kristine, « Terrorism and the Olympics », *Sporting Traditions*, vol. 24, no. 1-2, p.5-7.

⁹¹ EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years, op.cit.*, p.149.

1.3 Le déclenchement de la guerre d'Octobre et son impact sur la région

Après l'éviction des conseillers militaires soviétiques hors d'Égypte, les Israéliens étaient convaincus que Anouar el-Sadate avait définitivement renoncé à faire la guerre. Or, le président égyptien était parvenu à tromper ses ennemis. Le six octobre 1973, les Égyptiens et les Syriens avaient lancé conjointement une attaque massive sur le canal de Suez et le Golan.

En misant sur l'effet de surprise, les armées arabes avaient instauré un climat de panique à Tel-Aviv. En effet, l'armée égyptienne avait réussi à détruire la ligne Bar-Lev, jugée infranchissable. Dès lors, les Égyptiens étaient parvenus à prendre pied sur la rive orientale du canal. La liesse était totale et Anouar el-Sadate était devenu le « héros du franchissement ». En déclenchant une grande contre-offensive dès le 15 octobre 1973, l'armée israélienne tenta de reprendre du terrain après avoir encaissé le coup de la double attaque qui l'avait percutée. Le 22 octobre 1973, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décrété un cessez-le-feu. Sur le plan politique, Anouar el-Sadate était quasiment sorti vainqueur de ce conflit. Pour la première fois depuis la création de l'État hébreu en 1948, une armée arabe bouscula militairement Israël. Enfin, le sept novembre 1973, les États-Unis et l'Égypte ont rétabli leurs relations diplomatiques.

Grâce à ces succès, Anouar el-Sadate s'est définitivement débarrassé de l'ombre de Nasser. Le président égyptien décida de « dénassériser » l'Égypte et rompit avec tout ce qui avait été accompli par son précurseur. En matière de politique extérieure, Anouar el-Sadate a opéré un virage à 180 degrés. L'éviction des conseillers militaires soviétiques, le déclenchement de la guerre d'Octobre puis la reprise des relations diplomatiques avec les États-Unis ont démontré que l'Égypte ne comptait plus vraiment sur l'aide de l'URSS pour régler le conflit égypto-israélien. Sur le plan économique, le président égyptien a progressivement libéralisé l'économie et mis à l'abri des nationalisations les entreprises des investisseurs égyptiens et étrangers. La réouverture du canal de Suez au trafic maritime et l'injection de capitaux dans les entreprises nationales et privées visaient à payer les dommages de la guerre, estimés à plus de 15 milliards de dollars.

Enfin, Anouar el-Sadate a été réélu en 1977 et s'est accaparé le pouvoir. Confrontée à une grave crise économique, l'Égypte a été secourue par de violentes manifestations, provoquées par la flambée des prix des produits de première nécessité. Quatre ans après la fin de la guerre d'Octobre, le Sinaï occupé n'a toujours pas été restitué aux Égyptiens. L'arrivée au pouvoir de l'Américain Jimmy Carter allait enfin débloquer le conflit israélo-arabe⁹².

⁹² SOLÉ, Robert, *Ils ont fait l'Égypte moderne*, Paris, Perrin, 2017, p.263-266.

2. DU BOYCOTT DES JEUX DE MONTRÉAL AUX ACCORDS DE CAMP DAVID (1976 – 1979)

2.1 Le boycott des Jeux de Montréal par les États africains et arabes

Quelques jours avant le lancement des Jeux de Montréal en 1976, un événement a secoué le Mouvement olympique. En effet, un grand nombre de Comités nationaux olympiques africains souhaitaient boycotter les Jeux pour dénoncer la présence de la Nouvelle-Zélande. Cette nation était accusée d'avoir autorisé son équipe nationale de rugby d'effectuer une tournée en Afrique du Sud. Depuis le début des années 1970, l'Afrique du Sud et la Rhodésie étaient exclues du CIO. Pour dénoncer les politiques raciales de Pretoria, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution demandant aux États et aux organisations sportives internationales de suspendre toutes les rencontres sportives avec les équipes sud-africaines. Malgré ces sanctions, les confrontations sportives internationales avec l'Afrique du Sud ne se sont pas complètement interrompues.

Le 16 juin 1976, une révolte d'étudiants a éclaté à Soweto, banlieue de Johannesburg. Des étudiants contestaient l'enseignement de l'afrikaans. Pour ces jeunes Sud-Africains, cette langue était le symbole même du colonialisme et de l'oppression. Pour mater le soulèvement, la police a ouvert le feu sur la foule tuant de nombreux manifestants. Hector Paterson, un jeune écolier de 13 ans, fut la première victime des forces de sécurité. Une photo du corps du jeune Paterson fit le tour du monde et provoqua un fort émoi international. Le pays s'était embrasé et de violentes émeutes ont provoqué la mort et l'emprisonnement de milliers de personnes.

Du 24 juin au 3 juillet 1976, la vingt-septième session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine fut organisée à Port-Louis. À la suite du drame de Soweto, une résolution concernant les relations sportives avec l'Afrique du Sud fut notamment votée. Par ailleurs, l'OUA a condamné les relations sportives qu'entretenait la Nouvelle-Zélande avec le régime sud-africain et souhaitait que les liens sportifs entre Wellington et Pretoria soient fermement condamnés. De plus, l'OUA pressait le CIO pour qu'il interdise la participation de la Nouvelle-Zélande aux Jeux de Montréal. Enfin, l'OUA menaçait de boycotter les Jeux si la Nouvelle-Zélande était conviée.

Le 15 juillet 1976, deux jours avant la cérémonie d'ouverture, 16 pays africains ont adressé une lettre au président du CIO, lord Killanin, concernant la tournée de l'équipe de rugby néo-zélandaise en Afrique du Sud. Ainsi, les signataires avaient exigé l'exclusion de la Nouvelle-Zélande. Le président du CIO déclina la requête des 16 pays africains en soulignant que le rugby était un sport qui échappait totalement à l'emprise du Comité international

olympique. De plus, il a insisté sur les mesures légitimes qui avaient été prises pour exclure l'Afrique du Sud et la Rhodésie quelques années plus tôt. Toutefois, aux yeux du CIO, le CNO de la Nouvelle-Zélande n'avait pas enfreint les règles et principes olympiques.

En donnant une fin de non-recevoir à la requête africaine, le CIO a constaté le boycott des Jeux par 22 pays majoritairement africains. Ainsi, l'Algérie, le Cameroun, l'Éthiopie, l'Égypte, le Ghana, la Guyane, la Haute-Volta, l'Irak, le Kenya, la Libye, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la République populaire du Congo, le Soudan, le Swaziland, le Tchad, le Togo, la Tunisie et la Zambie avaient décidé de quitter Montréal⁹³.

Du vivant de Nasser, la RAU avait déjà joué un rôle important dans l'exclusion de l'Afrique du Sud du Mouvement olympique. En s'imposant comme un leader du monde arabe et du tiers-monde, Nasser avait aussi combattu les politiques raciales du régime pro-occidental de Pretoria. Dans une lettre envoyée par Ahmed Touny au président Avery Brundage en mai 1970, l'Égyptien s'était félicité de la campagne menée contre l'Afrique du Sud et la Rhodésie en disant :

*[...] 1 – The victory in Amsterdam Session was not an African one it was rather a C.I.O. One 2 – We Africans are sorry to keep away some of our People away from the Olympic Games ; and we rather would have welcomed a recognition a Non Racial Olympic Committee for South Africa who believes in and applies Rules & Regulations of Equity and Non – Racial policy in Sports [...]*⁹⁴.

Durant la Session d'Amsterdam qui s'était tenue en mai 1970, les CNO africains avaient exposé une liste de huit chefs d'accusation contre le Comité national olympique d'Afrique du Sud. Les points saillants de cette liste étaient les suivants :

- 1) *[...] The South African NOC has never shown any independence towards its government in the application of the policy of racial segregation and discrimination in force in its country and is not in a position to resist the political pressure of its government, in violation of Article 25 of the IOC Regulations*
- 2) *The South African NOC has never guaranteed admission to its national sports federations to African sportsmen and athletes of other coloured races, in violation of Article 24 of the IOC Regulations*

⁹³ MONNIN, Éric, et MONNIN, Catherine, « Le boycott politique des Jeux olympiques de Montréal », *Relations internationales*, vol. 134, no. 2, 2008, p.98-104.

⁹⁴ Ahmed Touny à Avery Brundage, Le Caire, le 3 mai 1970, Archives du CEO : Correspondance du CNO de la République Arabe Unie : 1960 – 1971.

3) *The South African NOC practises racial discriminations towards African sportsmen and athletes of other coloured races by failing in its duty to ensure their participation, as full members with equal rights, in the sporting and administrative activities of this Committee, in violation of Article 1 of the Olympic Charter[...]*⁹⁵.

Avant l'arrivée à la Maison Blanche du président Jimmy Carter en janvier 1977, l'Égypte était encore considérée comme le pivot du monde arabe et du tiers-monde. Le lancement de la guerre d'Octobre en 1973 avait clairement démontré l'attachement de l'Égypte aux constantes de la cause arabe. De plus, l'Égypte a joué un rôle important dans l'exclusion de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du CIO en condamnant les politiques ségrégationnistes de ces deux pays. Enfin, le boycott africain des Jeux de Montréal a affiché le poids régional et continental de la République arabe d'Égypte.

2.2 La signature des accords de Camp David et la transformation du Moyen-Orient

En décembre 1973, les États-Unis ont organisé une conférence internationale à Genève. Son principal succès était d'asseoir à la même table Israéliens, Égyptiens et Jordaniens en présence des Américains et des Soviétiques. Pour la première fois depuis la création de l'État hébreu en 1948, Arabes et Israéliens engageaient directement des discussions. Ce dialogue préconisé par le secrétaire d'État américain Henry Kissinger a rétabli un calme relatif dans la région. Ainsi, la cessation des hostilités a permis la réouverture du canal de Suez qui était vital au développement économique de l'Égypte. La manne financière qui découlait de son exploitation a convaincu Anouar el-Sadate de ne pas reprendre les hostilités avec son voisin.

Malgré les intenses efforts diplomatiques des États-Unis, une solution définitive au conflit égypto-israélien était toujours hors d'atteinte. Quatre ans après la fin de la guerre d'Octobre, les négociations piétinaient et le Sinaï n'a toujours pas été restitué aux Égyptiens. Parallèlement, la place de l'Égypte dans le monde arabe était en déclin. En effet, l'Irak, la Syrie, la Libye et l'Algérie ont pris la tête du front du refus. De plus, l'Arabie Saoudite a vu son influence grandir grâce à la manne des pétrodollars et à l'impact du choc pétrolier de 1973. Le neuf novembre 1977, el-Sadate a fait une étonnante déclaration devant le parlement égyptien en déclarant qu'il était disposé à se rendre à Jérusalem pour trouver une solution définitive au conflit qui minait la région.

⁹⁵ Brigadier Aly Kandil à Monique Berlioux, Le Caire, le 4 avril 1970, Archives du CEO : Correspondance du CNO de la République Arabe Unie : 1960 – 1971.

Menahem Begin a répondu positivement à sa proposition et reçut le président égyptien le 19 novembre 1977. La visite de Anouar el-Sadate à Jérusalem a provoqué un véritable séisme politique. L'initiative du leader égyptien a causé des dommages irréparables dans les relations entre l'Égypte et ses voisins arabes. L'initiative de Anouar el-Sadate a inéluctablement entamé la position dominante de l'Égypte dans le monde arabe. Ainsi, le président égyptien s'était rendu en Israël dans le but d'obtenir un accord de paix séparé. Pour les détracteurs de Anouar el-Sadate, son geste était perçu comme une trahison flagrante de la cause arabe. Ainsi, les accords de Camp David ont été signés à la Maison Blanche le 26 mars 1979 permettant la normalisation totale des relations entre les deux anciens belligérants. Enfin, Anouar el-Sadate et Menahem Begin se sont vus décerner le prix Nobel de la paix⁹⁶.

3. DU BOYCOTT DES JEUX DE MOSCOU À L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT ANOUAR EL-SADATE (1980 – 1981)

3.1 Le boycott des Jeux de Moscou par l'Égypte et les États musulmans

En représailles aux accords de Camp David, les pays arabes avaient décidé de transférer le siège de la Ligue des États arabes à Tunis et de suspendre l'appartenance de l'Égypte à l'organisation. Même si la population égyptienne appréciait le retour de la paix, les Égyptiens avaient le sentiment d'avoir trahi la cause palestinienne. Ainsi, l'Égypte a payé au prix fort ses choix politiques et sa défection dans la lutte contre Israël. Sur le plan sportif, les pays arabes opposés à la normalisation avec l'État hébreu, ont écarté l'Égypte des principales compétitions sportives régionales et même continentales. En juillet 1978, l'Algérie a accueilli la troisième édition des Jeux africains. Dès lors, les Jeux d'Alger survenaient huit mois après la visite très controversée de Anouar el-Sadate à Jérusalem. L'Égypte a pris part aux Jeux en envoyant 173 athlètes. Toutefois, l'Égypte a décidé de retirer sa délégation six jours seulement après le début de la compétition. En effet, lors d'un match de football ayant opposé l'Égypte à la Libye, une bagarre générale éclata entre les joueurs des deux nations. Tout comme les Jeux de Munich et ceux de Montréal, la politique l'avait emporté sur le sport et les rivalités entre États s'étaient répercutées sur le terrain d'une rencontre sportive internationale⁹⁷.

En 1979, la Libye a accueilli la quatrième édition du championnat d'Afrique de volleyball. Fortement opposé aux accords de Camp David, Tripoli a saboté la participation de

⁹⁶ De GAYFFIER-BONNEVILLE, Anne-Claire, *Histoire de l'Égypte moderne : l'éveil d'une nation (XIX-XXIe siècle)*, op.cit., p.401-412.

⁹⁷ EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, op.cit., p.190.

l'Égypte en refusant de décerner des visas aux athlètes égyptiens. Assurément, les relations diplomatiques entre la Libye et l'Égypte étaient totalement rompues depuis la volte-face politique de Anouar el-Sadate. Dans une lettre envoyée en janvier 1980, Paul Libaud, président de la fédération internationale de volleyball, a exposé ce problème à Monique Berlioux :

[...] À la suite de la non-participation effective de l'équipe Égyptienne, nous avons continué notre enquête et obtenu communication, par l'intermédiaire du Président de la C.A.V.B., du texte d'un télégramme adressé par la Fédération Libyenne à la Fédération Égyptienne indiquant que les visas seraient accordés dans n'importe quelle ambassade d'un pays ayant des relations diplomatiques avec la Libye [...] ⁹⁸.

En devenant un État paria au sein même du monde arabe, l'Égypte a manqué trois éditions des Jeux panarabes entre 1976 et 1991. L'exclusion de l'Égypte de la Ligue arabe a duré dix ans. Le Caire a été réintégré dans le giron arabe seulement après la mort de Anouar el-Sadate puis l'arrivée au pouvoir de son successeur Hosni Moubarak. Si le monde arabe lui a clairement tourné le dos, Le Caire tentait tout de même de maintenir de bonnes relations avec le monde musulman. En décembre 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS a provoqué de vives réactions internationales. Ainsi, de nombreux pays ont décidé de boycotter les Jeux de Moscou de l'été 1980.

Pour les pays musulmans, l'invasion soviétique était perçue comme une attaque contre l'islam. Considérés comme les « poids lourds » du monde musulman, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Pakistan avaient notamment boycotté les Jeux. L'Égypte a aussi décidé de ne pas participer aux Jeux de Moscou. Le 20 avril 1980, Ahmed Touny envoya un fax à Monique Berlioux lui indiquant que : « *egyptian olympic committee decided not to take part in moscow games* » ⁹⁹. Le CNO égyptien justifia le boycott des Jeux de Moscou en expliquant : « Le Comité Olympique et les Fédérations Sportives Égyptiennes insistent à ne pas introduire la politique au sport [...] Les membres du Comité Olympique Égyptien souffrent profondément de l'invasion de l'URSS [...] » ¹⁰⁰. Enfin, l'invasion soviétique a été une aubaine pour l'Égypte qui a pu briser son isolement régional et s'imposer sur la scène internationale comme figure de paix.

⁹⁸ Paul Libaud à Monique Berlioux, Paris, le 17 janvier 1980, Archives du CEO : Correspondance du CNO d'Égypte : 1971 – 1980.

⁹⁹ Ahmed Touny à Monique Berlioux, le 20 avril 1980, Archives du CEO : Correspondance d'Ahmed Eldemerdash Touny : 1960-1988.

¹⁰⁰ Le Comité national olympique égyptien, Archives du CEO : Correspondance d'Ahmed Eldemerdash Touny : 1960-1988.

3.2 Épilogue : l'assassinat du président Anouar el-Sadate par la confrérie des Frères musulmans

La fin des années 1970 a été marquée par un mécontentement de la population locale et de la classe politique égyptienne. En effet, le revirement de l'Égypte à l'égard du conflit israélo-arabe, le traité de paix avec Israël et l'isolement régional de l'Égypte ont discrédité le régime de Anouar el-Sadate. Après la victoire de la révolution iranienne en 1979, les mouvements islamistes en Égypte et dans le reste du monde arabe montaient en puissance. Enfin, le six octobre 1981, Anouar el-Sadate a été assassiné par la confrérie des Frères musulmans. Le commanditaire de l'attentat contre le raïs, Khalid Islambouli, fut exécuté en avril 1982.

En conclusion, Anouar el-Sadate a été choisi comme l'héritier de Nasser. En effet, le nouveau leader égyptien s'est graduellement dissocié des principes de son prédécesseur en transformant la politique extérieure et l'économie de l'Égypte. Dès lors, le déclenchement de la guerre d'Octobre a redistribué les cartes du Moyen-Orient de façon spectaculaire. En se rapprochant des États-Unis, Anouar el-Sadate a compté sur la médiation américaine pour restituer le Sinaï occupé et faire la paix avec Israël. Irréversiblement, la signature des accords de Camp David ont conduit à l'éviction de l'Égypte de la Ligue arabe et la perte de son rôle pivot dans la région. Le vide laissé par l'Égypte fut rapidement investi par la Syrie, l'Irak, et l'Arabie Saoudite. En interne, Anouar el-Sadate a rompu avec les politiques socialistes de Nasser et amorça une libéralisation tous azimut de l'économie égyptienne. La normalisation avec Israël, l'ostracisation régionale de l'Égypte et la dégradation de la situation socioéconomique ont scellé l'avenir politique de Anouar el-Sadate. Le six octobre 1981, le raïs fut assassiné par des membres égyptiens des Frères musulmans, mécontents de la normalisation avec l'État hébreu et de la dérive autoritaire du régime. Enfin, les années 1970 ont été caractérisées par une forte politisation des Jeux olympiques. Avant la signature des accords de Camp David, l'Égypte joua un rôle important dans l'expulsion de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Mouvement olympique. De plus, l'Égypte s'est montrée solidaire de la cause africaine en boycottant les Jeux de Montréal en 1976. Après le basculement de l'Égypte dans le camp occidental, le CNO égyptien avait décidé de boycotter les Jeux de Moscou à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique en 1980.

CONCLUSION

Dans sa longue quête vers l'indépendance, l'Égypte a exploité, dès 1910, sa reconnaissance olympique pour tenter de s'affirmer comme un État souverain. Dès lors, le processus de décolonisation en Égypte peut être distingué par deux étapes clés. La première a démarré en décembre 1914 avec l'établissement du protectorat britannique et s'est achevée en 1951. Cette période s'est caractérisée par la présence militaire et l'ingérence anglaises dans les affaires égyptiennes. La seconde étape a débuté en 1952 avec le renversement de la monarchie et a abouti à la nationalisation du canal de Suez en juillet 1956.

Malgré l'indépendance superficielle acquise en 1922, l'Égypte a su compter sur le sport pour tenter de s'affranchir de la tutelle étrangère. En effet, durant les années 1920, les athlètes égyptiens ont réalisé de grandes victoires sportives lors des Jeux de Paris et des Jeux d'Amsterdam. À la suite de ces succès, l'Égypte devait organiser les Jeux africains de 1929 mais furent annulés à cause des pressions exercées par les puissances coloniales. Parallèlement, le Grec Angelo Bolanaki a joué un rôle prédominant dans la diffusion de la culture physique et le développement de l'infrastructure sportive en Égypte. En effet, la construction du stade moderne d'Alexandrie permit à l'Égypte d'asseoir sa position régionale dominante avec l'organisation des Jeux régionaux soit les Jeux méditerranéens de 1951 et les Jeux panarabes de 1953 et 1965. Ainsi, l'évincement d'Angelo Bolanaki en 1932 a démontré une volonté « d'égyptianisation » des instances sportives nationales. Enfin, la chute du roi Farouk en juillet 1952 a ouvert le chemin à l'obtention d'une indépendance territoriale, politique et économique complète.

L'arrivée au pouvoir du colonel Nasser a marqué la renaissance internationale de l'Égypte. Pour Nasser, l'éviction des soldats britanniques et la nationalisation du canal de Suez étaient des priorités absolues. Après le départ du dernier soldat britannique le 13 juin 1956, le leader égyptien avait nationalisé le canal de Suez le 26 juillet 1956. En l'espace de six semaines, l'Égypte a regagné sa pleine souveraineté. En représailles, l'Angleterre, la France et Israël ont mené une attaque tripartite contre l'Égypte. Grâce aux pressions diplomatiques des États-Unis et de l'URSS, un cessez-le-feu fut mis en place entérinant la victoire politique de l'Égypte. Ce succès a fait de Nasser un leader indubitable du monde arabe et du tiers-monde. Parallèlement, Nasser était considéré comme le garant de l'unité des Arabes. Ainsi, l'organisation des Jeux panarabes dès 1953 et la proclamation de la République arabe unie en 1958 avaient pour but de renforcer l'homogénéité des nations arabes. Seulement, la Syrie a décidé de quitter la RAU en 1961. Le mécontentement de la grande bourgeoisie, menacée dans ses privilèges par les

nationalisations, mais aussi celui de couches plus larges de la population, excédées par les pratiques fortement autoritaires de Abdel Hamid Sarraj ont conduit à la sécession des Syriens. En juin 1967, le déclenchement de la guerre des Six jours a conduit à la déroute des armées arabes. La cuisante défaite militaire subie et l'occupation des territoires arabes par Israël ont porté atteinte au prestige de Nasser. Politiquement affaibli par ce revers, Nasser s'est finalement éteint en septembre 1970 et fut remplacé par son vice-président Anouar el-Sadate.

Une fois aux commandes du pouvoir politique, Anouar el-Sadate a chamboulé la politique extérieure de l'Égypte. Après la guerre d'Octobre de 1973, le leader égyptien s'est rapproché des États-Unis d'Amérique en vue de restituer le Sinaï occupé. Après l'arrivée du président Jimmy Carter à la Maison-Blanche en 1977, ce rapprochement s'est conclu par la tenue des négociations de paix entre Égyptiens et Israéliens. En visitant Jérusalem en novembre 1977, Anouar el-Sadate a dû se résigner à l'isolement régional de l'Égypte et la perte de son rôle central au sein du monde arabe. Parallèlement, l'Égypte a boycotté durant les années 1970, trois éditions consécutives des Jeux olympiques. En 1976, l'Égypte a boycotté les Jeux de Montréal pour se montrer solidaire des pays africains. Quatre ans plus tard, l'Égypte a refusé de participer aux Jeux de Moscou pour protester contre l'occupation soviétique d'un pays musulman. Pour conclure, la signature des accords de Camp David et la montée de l'autoritarisme en Égypte ont conduit à l'assassinat de Anouar el-Sadate en octobre 1981. Enfin, même si les 11 années au pouvoir de Anouar el-Sadate ont affiché un bilan plus que mitigé, elles permirent tout de même à l'Égypte de s'imposer sur la scène internationale comme un symbole de la paix.

BIBLIOGRAPHIE

ÉGYPTE ET SPORT

AMARA, Mahfoud, *The Olympic Movement and the Middle East and North Africa Region*, New York, Routledge, 2019, 118p.

BOLANAKI, Angelo, *Historique du Sport en Égypte : Le stade d'Alexandrie, la renaissance de l'olympisme: 1894-1954*, 1957, 38p.

EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, 262p.

WACKER, Christian, « EGYPT GOES OLYMPIC: 1914 TO 1932 », *South African Journal for Research in Sport, Physical Education and Recreation*, vol. 39, no. 1-2, 2017, p.155-170.

WACKER, Christian, « The Bolanachi Story – Egypt goes Olympic with Greek Entrepreneurship », *Journal of Olympic history*, vol. 25, no. 3, 2017, p. 56-64.

HISTOIRE DE L'ÉGYPTE

BELLET, Charles Maurice, « EN ÉGYPTE: LA FIN DES TRIBUNAUX MIXTES », *Revue Des Deux Mondes (1829-1971)*, no.19, 1949, p.518–534.

De GAYFFIER-BONNEVILLE, Anne-Claire, *Histoire de l'Égypte moderne : l'éveil d'une nation (XIX-XXIe siècle)*, Paris, Flammarion, 2016, 579p.

DE GAYFFIER-BONNEVILLE, Anne-Claire, « l'Égypte dans la Première Guerre mondiale : l'Établissement du protectorat comme élément de fragilisation de la domination britannique », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 285, no.1, 2022, p.7-17.

GRUPE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES SUR LE PROCHE ORIENT, *L'Égypte d'aujourd'hui Permanence et changements 1805-1976*, Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1977, 388p.

LUGAN, Bernard, *Histoire de l'Égypte Des origines à nos jours*, Monaco, Éditions du Rocher, 2021, 214p.

MARMIN, Michel. *Nasser*, San Mauro, Éditions Chronique – Mediaton Licensing SA, 2014, 128p.

SOLÉ, Robert, *Ils ont fait l'Égypte moderne*, Paris, Perrin, 2017, 385p.

COMITÉ INTERNAIONAL OLYMPIQUE

CHAPPELET, Jean-Loup, *Le Système olympique*, Presses Universitaires de Grenoble, 1991, 263p.

HENRIQUE, Luis et GERBER, Hans-Dieter, « The Arab Games : Establishment and Role (1953 – 1965) », *Journal of Olympic history*, vol. 19, no. 3, 2011, p.4-19.

KENNELLY, Millicent et TOOHEY, Kristine, « Terrorism and the Olympics », *Sporting Traditions*, vol. 24, no. 1-2, p.1-22.

KEYS, Barbara, « Political Protection: The International Olympic Committee's UN Diplomacy in the 1980s », *The International Journal of the History of Sport*, 2017, vol. 34, no. 11, p.1161-1178.

MONNIN, Éric et RENAUD, David, « The Melbourne Olympic Games in the context of the International Tensions of 1956 », *The International Journal of the History of Sport*, vol. 17, no. 3, 2009, p.34-40.

RELATIONS INTERNATIONALES

BARON, Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2014, 400p.

FATÈS, Youcef, *Sport et Tiers-Monde*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, 214p.

MIÈGE, Colin et LAPOUBLE, Jean-Christophe, *Sport et Organisations Internationales*, Paris, Economica, 2004, 242p.

MONNIN, Éric, et MONNIN, Catherine, « Le boycott politique des Jeux olympiques de Montréal », *Relations internationales*, vol. 134, no. 2, 2008, p. 93-114.

RONDOT, Philippe, « Égyptianité et panarabisme », *Institut Français des Relations Internationales*, vol. 46, no. 4, 1981, p.813-822.

Fonds d'archives

Archives du Centre d'Études olympique

Période 1910 – 1952

- Correspondance et propositions d'Angelo Bolanaki (Égypte - Grèce) : 1910 – 1953
B-ID05-BOLAN/001
- Correspondance du CNO d'Égypte : 1914 – 1960
D-RM01-EGYPT/003
- 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929
H-FC02-AFRIC/002
- Correspondance de Mohamed Taher Pacha (Égypte) : 1934 – 1970
B-ID05-TAHER/001
- 1ers Jeux Méditerranéens, Alexandrie 1951 : correspondance, rapports et programme : 1951
H-FC03-CIJM/004

Période 1952 – 1970

- Jeux panarabes (Jeux arabes) : 1^{ère} édition à Alexandrie (Égypte) : 1953
H-FC04- PANAR/ 001
- Jeux panarabes (Jeux arabes) : 2^{ème} édition à Beyrouth (Liban) : 1957
H-FC04- PANAR/ 001
- Correspondance du CNO de la République Arabe Unie : 1960 – 1971
RM01-EGYPT/004

Période 1970 – 1981

- Correspondance du CNO d'Égypte : 1971 – 1980
D-RM01-EGYPT/005
- Correspondance d'Ahmed Eldemerdash Touny : 1960 – 1988
B-ID05-TOUNY/001

CHRONOLOGIE

- 1910** : Création du CNO égyptien le dix juin
- 1912** : Participation de l'Égypte aux Jeux de Stockholm
- 1914** : Commémoration des 20 ans de l'Olympisme à Alexandrie
- 1914 – 1918** : Première Guerre mondiale
- 1922** : Indépendance incomplète accordée par la Grande-Bretagne à l'Égypte
- 1924** : Participation de l'Égypte aux Jeux de Paris
- 1928** : Participation de l'Égypte aux Jeux d'Amsterdam
- 1928** : Candidature de la ville d'Alexandrie pour accueillir les Jeux olympiques de 1936, finalement décernés à l'Allemagne nazie
- 1932** : Boycott des Jeux de Los Angeles à cause de la présence au sein du CNO égyptien du membre démissionnaire grecque, Angelo Bolanaki
- 1936** : Participation de l'Égypte aux Jeux de Berlin
- 1939 – 1945** : Deuxième Guerre mondiale
- 1948** : Participation de l'Égypte aux Jeux de Londres et proclamation de l'État d'Israël
- 1951** : Organisation de la première édition des Jeux méditerranéens à Alexandrie
- 1952** : Participation de l'Égypte aux Jeux d'Helsinki et renversement du roi Farouk
- 1956** : Agression tripartite contre l'Égypte à la suite de la nationalisation du Canal de Suez
- 1956** : Boycott des Jeux de Melbourne par l'Égypte
- 1958** : Union de l'Égypte avec la Syrie et proclamation de la République arabe unie
- 1960** : Participation de la République arabe unie aux Jeux de Rome
- 1961** : Dissolution de la République arabe unie
- 1964** : Participation de l'Égypte aux Jeux de Tokyo
- 1967** : Guerre des Six Jours, défaite arabe puis occupation des territoires arabes par Israël
- 1968** : Participation de l'Égypte aux Jeux de Mexico
- 1970** : Mort du leader Nasser et arrivée d'el-Sadate au pouvoir
- 1972** : Retrait égyptien des Jeux de Munich à la suite de l'attaque du groupe Septembre noir
- 1973** : Guerre d'Octobre opposant les pays arabes à Israël
- 1976** : Boycott des Jeux de Montréal par l'Égypte
- 1979** : Signature des accords de Camp David
- 1980** : Boycott des Jeux de Moscou par l'Égypte
- 1981** : Le six octobre, le président Anouar el-Sadate a été assassiné par les Frères musulmans

ANNEXES



Figure1 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.29.

Angelo Bolanaki fut dès juin 1910, secrétaire général du CNO égyptien. Premier délégué de l'Égypte auprès du CIO, il a joué un rôle central dans le développement du sport en Afrique. Sous la pression des fédérations nationales sportives d'Égypte, il a été forcé de quitter le CNO égyptien en 1932. Dès son départ, il a représenté la Grèce, son pays d'origine, auprès du CIO.



Figure 2 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.36.

Mohamed Taher Pacha a été le premier délégué égyptien auprès du CIO. En 1934, sa nomination a été soutenue par les fédérations nationales sportives d'Égypte. En remplaçant son prédécesseur Angelo Bolanaki, il a permis à l'Égypte de reprendre ses relations avec le Comité international olympique.



Figure 3 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.105.

Ahmed Hasanein a été le premier athlète égyptien et arabe à participer aux Jeux olympiques. Lors des Jeux de Stockholm de 1912, il a pris part à l'épreuve d'escrime.



Figure 4 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.186.

Le stade d'Alexandrie était considéré comme moderne et très en avance sur son temps. Ce joyau de l'architecture a accueilli les Jeux méditerranéens de 1951 et les Jeux panarabes de 1953. Initialement, il devait être inauguré pour accueillir les Jeux africains de 1929 (finalement annulés). Il a porté le nom du roi Fouad Ier jusqu'au coup d'état de 1952. Depuis la chute de la monarchie, il a été communément appelé « stade d'Alexandrie ».



Figure 5 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.185.

Le roi Fouad Ier était présent lors de l'inauguration du stade peu de temps avant le lancement des Jeux africains de 1929. Pendant plus de vingt ans, le stade a officiellement porté son nom.



Figure 6 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.110.

La délégation de l'Égypte indépendante lors des Jeux de Paris de 1924 suite à l'indépendance obtenue en février 1922.



Figure 7 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.117.

Les champions olympiques égyptiens lors des Jeux d'Amsterdam en 1928 : Farid Simaika, Elsayed Noseir et Ibrahim Mostafa. Ils étaient accompagnés du membre du CNO égyptien Abbas Halim.



Figure 8 : Tirée de : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929
H-FC02-AFRIC/002

Des membres influents du CNO d'Égypte : Abbas Ibrahim Halim, le prince Toussoun, Pacha Waly, Hussein Sabri Pacha, Emine Yahia Pacha, Hassan Mazloum Pacha, Ahmed Bey.

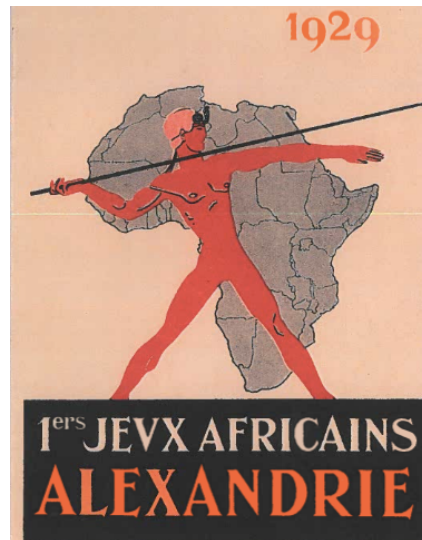


Figure 9 : Tirée de : 1ers Jeux africains (non célébrés) à Alexandrie (Égypte) en 1929 : correspondance, discours, appel, articles de presse et divers documents : 1924 – 1929
H-FC02-AFRIC/002

L'affiche officielle des Jeux africains de 1929. Les puissances coloniales ont joué un rôle crucial dans l'annulation de ces Jeux.



Figure 10 : Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.123.

L'haltérophile égyptien Khedr Eltouney, médaillé d'or lors des Jeux de Berlin en 1936.



Figure 11: Tirée de : EGYPTIAN OLYMPIC COMMITTEE, *Egyptian Olympic Committee : 100 years*, 2010, p.140.

La première délégation de la République arabe unie lors des Jeux de Rome de 1960.